Les fiefs électoraux en Epire

Une analyse quantitative des élections dans le départe ment de Jannina entre 1956 et 1964

par Stathis Damianakos

Chargé de Recherche au CNRS
Groupe de Recherches Sociologiques
Université de Paris X, Nanterre

L'article qui suit expose quelques uns des résultats quantitatifs[1] d'une recherche entreprise depuis plusieurs années par l'auteur, sur les types de sociabilité et les relations politiques dans la société rurale épirote et, plus particulièrement, sur le mode d'insertion de la paysannerie dans la vie politique nationale, son comportement politique, la place privilégiée qu'y tiennent les relations de clientèle.[2] Le recherche en question s'inscrit à son tour dans un programme plus vaste d'investigations visant à élucider les mutations sociales qui bouleversent la campagne grecque au cours des trente dernières années sous l'impact de la pénétration des rapports capitalistes. Par conséquent, et ceci doit être souligné d'emblée, malgré son caractère principalement méthodologique, le propos tenu dans ces pages ne prend pleinement sens que par rapport à une démarche globale: comme toute entreprise empirique, l'application d'un modèle multidimensionnel d'analyse, tel que celui que nous proposons ici pour les élections dans le département de Jannina entre 1956 et 1964, n'est pas une fin en soi; elle doit être placée dans une perspective théorique et historique à la constitution, à l'enrichissement ou même à la modification de laquelle elle ambitionne d'apporter des éléments nouveaux.

A ces considérations préliminaires, il convient d'en ajouter une autre, à nos yeux fondamentale, concernant les rapports entre analyse quantitative et approfondissement qualitatif. Il s'agit de la nécessité, révélée par la pratique de recherche, de soumettre constamment au contrôle du second les moyens qu'utilise la première et les résultats auxquels elle aboutit. Si l'on accepte, avec D. Lindon et P. Weill,[3] que la validité d'un modèle peut être défini comme l'écart entre comportement (et situation aurions-nous ajouté) effectivement observé(s) et comportement (situation) qu'on aurait dû observer si le modèle était valable, il devient évident que seul le «travail de terrain», en l'occurence l'observation monographique, est en mesure de garantir la valeur de la démarche quantitative, pour ce qui est tant des variables à choisir ou à construire, que des associations ou correlations à établir et des chemins d'interprétation à frayer dans la complexité et la diversité des interactions des variables. Se laisser prendre dans le jeu de la logique formelle peut, certes, procurer cette satisfaction spirituelle profonde dont parlait G. Bachelard à propos d'une proposition rationnellement bien prouvée, mais il n'empêche que toute démonstration, aussi rigoureuse soit-elle, risque de conduire à des contre-vérités flagrantes si elle ne s'appuie pas sur des faits réels.

1. Nous tenons à remercier ici ceux qui nous ont aidé à réaliser ce travail: P. O. Flavigny, I. Fournier et C. Michau du Département des Mathématiques Appliquées du Centre d'Etudes Sociologiques, pour l'assistance informatique, ainsi que R. Bodet et H. Robin du service de Reproduction et de Dessin du même Centre, pour la partie cartographique.

2. A l'origine de cette recherche sur la région d'Epire se trouvent quelques enquêtes monographiques menées au début des années 60, notamment les monographies de trois villages de montagne et de trois villages de plaine de la région de Konitsa, entreprises par une équipe placée sous la direction de H. Mendras et la monographie d'un village de Zaghori entreprise par l'auteur en collaboration avec V. Foundoucou, et dirigée par J. Peristiany, sous l'egide du Centre de Sciences Sociales d'Athènes. Elles fournissent les matériaux pour l'approche qualitative de la sociabilité paysanne épirote. Cf. H. Mendras (avec la coll. de V. Foundoucou, T. Karpousi, St. Damianakos, K. Michalopoulos): *Six villages d'Epire*, Unesco, Rapports de missions 11, 1961; St. Damianakos - V. Foundoucou: «Analyse monographique de la structure des âges de la population de Greveniti (1961)», in J. Peristiany (éd.), *Contributions to Mediterranean Sociology*, Paris, Mouton, The Hague, 1968; St. Damianakos: *Comportement politique et relations de patronage dans un village grec*, Mémoire pour le DEA, EPRASS-EPHE VIe section, 1969, (82 p., doc. dactyl.).

3. D. Lindon-P. Weill, *Le choix d'un député: un modèle explicatif du comportement électoral*, Paris, Ed. de Minuit, 1974.

En ce qui concerne notre sujet, une analyse approfondie du fonctionnement des mécanismes électroraux dans les campagnes, passe nécessairement par la reconstitution du réseau des multiples dépendances qui lient les individus entre eux et dont le patronage politique n'est qu'un aspect parmi d'autres. On peut reconnaître ces dépendances dans des manifestations telles que les rapports entretenus avec la bureaucratie administrative, les pratiques de crédit qui s'établissent entre villageois et commerçants, étrangers ou non au village, les allégeances lors de la constitution des listes électorales pour les élections locales, les échanges matrimoniaux,[4] la parenté spirituelle (mariage, baptême), etc..., manifestations qui peuvent servir comme autant d'indices pour le repérage de la position des individus et des familles dans les réseaux de clientèle. C'est l'objet proprement dit de la partie qualitative de notre travail qui s'efforce de comprendre le phénomène, tandis que la partie quantitative tente d'apporter des éléments pour son explication. Mais, comment traduire ces observations monographiques en indicateurs susceptibles d'un traitement quantitatif? Faute de pouvoir procéder par sondage directement auprès de la population intéressée, ou entreprendre une enquête mamouth de recueil de données pour chacune des plus de trois cents communes du département (ce qui, soit dit en passant, ne signifie pas que le problème de la «traduction» aurait été pour autant automatiquement résolu), on est obligé de se contenter de la construction de variables à partir des données fournies par les recencements et les statistiques électorales. On connaît les problèmes délicats d'interprétation que pose pour l'analyse sociologique l'utilisation des catégories statistiques établies selon des critères différents et destinées à renseigner sur des phénomènes autres que ceux qui intéressent le chercheur. Nous essayons d'y remédier d'une part en appuyant notre analyse sur un corpus d'hypothèses clairement définies et liées à une conception globale des processus d'évolution suivis par les communes rurales grecques; d'autre part, en ayant systématiquement recours à notre expérience de terrain pour la juste évaluation du poids des variables utilisées et de leurs interactions.

Dans les lignes qui suivent, nous exposons brièvement l'objectif proprement dit de l'analyse quantitative, nous situons la problématique de base et nous explicitons le sens de certains termes utilisés, avant de présenter, dans une deuxième partie, notre démarche méthodologique pour ce qui est de la formulation des hypothèses à tester, de l'unité d'analyse choisie, de la définition et du traitement des variables. La troisième partie de l'article fournit, outre une très breve introduction historique, certains renseignements concernant le contexte de la région, étudié à l'aide d'une batterie de variables démographiques, géographiques et culturelles. Ensuite, dans une quatrième partie, sont analysés les rapports qu'entretiennent ces mêmes variables avec une variable construite («la fidélité électorale») censée mesurer l'emprise des relations de clientèle pour chaque commune. Enfin, la cinquième partie aborde l'examen des interactions des variables dans le cadre d'une analyse multivariée qui aboutit à une typologie des espaces sociaux et électoraux de la région.

4. Les relations de parentèle sont, par définition, distinctes des relations de clientèle. Elles sont, toutefois, liées à ces dernières dans la mesure où elles définissent des aires, plus au moins délimitées dans l'espace, d'échanges sociaux variés, à l'intérieur desquelles prennent place aussi les relations patron-client. Par ailleurs, la position des familles et des individus dans les deux réseaux est généralement univoque.

I. Le problème

a) *Objectif:* L'idée de base sur laquelle repose notre analyse consiste en la reconnaissance d'une spécificité propre au vote paysan qui différencie singulièrement le comportement électoral dans les campagnes de celui qu'on observe dans les concentrations urbaines. Cette spécificité, qui tient au mode particulier d'insertion des collectivités rurales dans les institutions politiques nationales (expression, à son tour, des mécanismes particuliers d'intégration économique et sociale du monde paysan dans la société globale et du processus d'absorption de la petite production marchande dans le mode de production capitaliste[5]), assigne à l'analyse électorale du milieu rural des tâches qui lui sont propres: cela aussi bien sur le plan des questions à poser et de la démarche méthodologique à adopter pour y répondre, que sur celui du traitement théorique à réserver aux résultats obtenus.

En effet, l'objectif poursuivi par la sociologie électorale traditionnelle et notamment par l'Ecole française, à savoir l'explication du choix électoral au moyen d'un certain nombre de variables et/ou de la distribution spartiale de l'influence des partis politiques,[6] semble in-

5. Voir à ce propos: Cl. Servolin, «L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste» in *L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, A. Colin, FNSP, 1972 et M. Jollivet, «Societés rurales et capitalisme», in *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village*, Paris, A. Colin, CNRS, GSR., 1974.

6. La plupart de ces études, situées dans la ligne tracée depuis le début du siècle par A. Siegfried (Cf. son célèbre ouvrage *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la IIIe République*, Paris, A. Colin, 1913) procèdent par la représentation cartographique des variables qui s'avèrent les plus discriminantes du comportement électoral, telles la pratique religieuse ou le groupe socio-professionnel, abusivement identifiées parfois à la religiosité et à la classe sociale. La dimension écologique ainsi mise en valeur, on peut dire qu'elle joue le rôle d'une variable contextuelle implicite exprimant toutes sortes de facteurs locaux non mesurables. Citons, à titre d'exemple, les travaux de: F. Goguel-G. Dupeux, *Sociologie électorale, Esquisse d'un bilan et guide de recherches*, Paris, A. Colin, 1951; F. Goguel, *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951*, Paris, A. Colin, 1951, et *Modernisation économique et comportement politique*, Paris, A. Colin, FNSP, 1969; R. Arambourou et al., *Nouvelles études de Sociologie électorale*, Paris, A. Colin, 1954; Cl. Leleu, «Pour une nouvelle méthode d'analyse des statistiques électorales», *Revue Française de Science Politique*, Juil.-Sept. 1955, pp. 609-615; M. Dogan, «Une

suffisant s'agissant d'un milieu où le vote est à penser en termes non pas d'allégeance à un parti, mais de fidélités contractuelles. Comme le fait remarquer fort justement D. Derivry,[7] le propre d'un indicateur est de mesurer d'une manière rigoureusement univoque le phénomène observé. Or, ce dernier peut prendre des significations différentes selon le contexte et il s'avère que l'indicateur qui «explique» le mieux le vote est différent d'un département à l'autre. Il en va de même de l'indicateur à «expliquer»: voter pour tel ou tel parti n'a pas le même sens d'une région rurale à l'autre et ce sens est absolument différent si l'on passe de la campagne au milieu urbain. Par conséquent, la question fondamentale à laquelle doit répondre l'analyse du vote paysan consiste avant tout dans le «comment» plutôt que dans le «qui» du choix électoral, dans l'élucidation des mécanismes sociaux qui y conduisent plutôt que dans une interprétation hypothétique de leur cristallisation sur telle ou telle tendance politique.

La recherche monographique a démontré que le comportement électoral paysan est conditionné essentiellement par deux «systèmes», d'une importance plus ou moins égale pour la période considérée: le «système de clientèle» reconnu dans l'ampleur et l'intensité des échanges politiques dissymétriques dans le réseau des relations inter-personnelles du villageois, et ce que nous avons appelé le «système de communistophobie», défini comme ampleur et intensité des manifestations de l'appareil de lutte anti-communiste dans ses effets sur les attitudes et le comportement politiques du paysan. De ces deux «systèmes», le premier est en quelque sorte intrinsèque aux structures sociales qui prévalent dans les collectivités rurales traditionnelles, ses formes et son impact dépendent directement du processus d'évolution de la sociabilité villageoise sous la domination des rapports capitalistes. Le second, de nature exogène, constitue un moyen de contrainte politique directe et son efficacité est liée au fonctionnement réel des institutions libérales, en particulier à l'observation de certaines règles constitutionnelles, tel l'exercice effectif du droit au secret du vote dans le village. Tous deux renvoient aux relations qu'entretient le monde paysan avec l'administration et sont en rapport avec l'histoire de la formation du régime parlementaire en Grèce (structures, fonctionnement et orientations idéologiques des partis, recrutement, origines et formation des élites politiques, systèmes électoraux, groupes de pression, forces extra-parlementaires, etc.), son implantation et ses turbulences au cours des cent cinquante dernières années, son fonctionnement effectif au sein d'une société en quête perpétuelle d'adéquation entre évolution socio-économique et système politique.[8]

Seules les relations de clientèle nous occuperont ici. S'il est vrai que les effets de ces deux «systèmes» sur le comportement électoral du paysan se confondent pour la période en question et ne peuvent se comprendre que dans leur interaction et leur cumul quant à l'orientation des votes vers la droite traditionelle, s'il est vrai aussi que la dégradation progressive du réseau de échanges politiques interpersonnels qu'on observe à partir de 1961[9] coïncide avec un affaiblissement parallèle des mécanismes de contrainte matérielle, il n'en reste pas moins que la nature des déterminants sociaux du premier (qui précisément ne se réduisent pas aux «déficiences fonctionnelles» du contexte, comme le soutient une certaine conception néofonctionnaliste[10]), lui assurent une indépendance et une autonomie remarquables. Cette auto-suffisance des relations de clientèle dont les

analyse de covariance en sociologie électorale», *Revue Française de Sociologie*, Oct.-Déc.1968; D.Derivry-M. Dogan, «Unité d'analyse et espace de référence en écologie politique», *Revue Française de Science Politique*, juin 1971, pp. 517-570. D'autres chercheurs préfèrent l'analyse quantitative des données obtenus par des sondages, indépendamment de tout contexte écologique. Sur ce point, cf. les recherches de G. Michelat et M. Simon qui ont donné lieu à plusieures publications parmi lesquelles: «Classe sociale objective, classe sociale subjective et comportement électoral», *Revue Française de Sociologie*, Oct.-Déc. 1971, pp. 483-527; «Classe, religion, comportement politique», *La Pensée*, mars-avr. 1977, pp. 71-92, ainsi que l'ouvrage paru, sous le même titre, aux Presses de la FNSP et aux Editions Sociales en 1977.

7. Cf. «Analyse écologique et vote paysan» in *L'Univers Politique des Paysans dans la France contemporaine*, FNSP, A. Colin, 1972.

8. Le problème du «décalage» entre système social et système politique dans la Grèce contemporaine a fait l'objet, depuis une vingtaine d'années, de plusieurs analyses qui ont mis en lumière la «défectuosité» de l'appareil administratif grec et ses relations biaisées avec la paysannerie, l'impact du patronage sur la formation des partis politiques et les pratiques parlementaires, l'anéantissement des autonomies locales après l'indépendance, la fluidité de la société de classes, l'omnipotence socio-économique de l'Etat ou l'autonomie de celui-ci par rapport à la structure de classes en tant que paramètres expliquant l'écart entre rôle assigné au jeu politico-électoral («moyen d'expression de la lutte des classes», selon l'expression de S. Lipset) et rôle effectivement rempli par celui-ci, en particulier en milieu rural. Nous citons ici les études de J. Meynaud, *Les forces politiques en Grèce*, Ed. Etudes de Science Politique, 10, Lausanne, 1965; K. Legg, *Politics in Modern Greece*, Stanford Col. 1969; Β. Φίλιας, *Κοινωνία καὶ ἐξουσία στὴν Ἑλλάδα*, Τ.Ι: *ἡ νόθα ἀστικοποίηση*, Σύγχρονα Κείμενα, Ἀθήνα, 1974. (V. Filias, *Société et Pouvoir en Grèce*, T.I.: *le processus capitaliste bâtard, 1800-1864)*; St. Damianakos, «De la démocratie en Grèce, les constantes d'une crise institutionnelle chronique», *Les Temps Modernes* 351, Oct. 1975 pp. 410-439; Κ. Τσουκαλᾶς, «Τὸ πρόβλημα τῆς πολιτικῆς πελατείας στὴν Ἑλλάδα τοῦ 19ου αἰώνα», στὸ *Κοινωνικὲς καὶ πολιτικὲς δυνάμεις στὴν Ἑλλάδα*, (ἐπιμ. Γ. Κοντογιώργης), Ἕλλην Ἐτ. Πολ. Ἐπ., Ἐξάντας, 1977, σσ. 74-112, (C. Tsoucalas, «Le problème de la clientèle politique dans la Grèce du 19ème siècle» in *Forces sociales et politiques en Grèce*, Société Grecque de Science Politique, pp. 74-112); Ν. Μουζέλης, «Ταξικὴ δομὴ καὶ σύστημα πολιτικῆς πελατείας: ἡ περίπτωση τῆς Ἑλλάδας», ὡς ἀν. σσ. 115-150, (N. Mouzelis, «Structure de classe et système de clientèle politique: le cas de la Grèce» dans le même ouvrage, pp. 115-150).

9. Réponse de la campange à la radicalisation et la forte mobilisation des masses urbaines que connait le pays au même moment.

10. Voir sur ce point la théorie du «contexte structurel» développée par R. K. Merton, selon laquelle les relations patron-client s'expliqueraient par des «déficiences fonctionnelles» qui «engendrent une structure de remplacement (non officielle) pour satisfaire plus efficacement aux besoins existants». Cf. le chapitre «Quelques fonctions de la machine politique» dans son ouvrage *Eléments de Théorie et de Méthode Sociologique* (trad. française), Paris, Plon, 1965, p. 127.

fondements sont à rechercher dans la forme que prend pour la société grecque l'articulation de la petite production marchande dans la campagne avec le mode de production capitaliste, justifie la priorité accordée à l'établissement d'une écologie de la «féodalité électorale» indépendante des effets de la communistophobie—difficilement mesurable—écologie qui, non seulement fournit un cadre d'analyse électorale pertinent même pour les périodes de relative libéralisation du régime, mais de plus offre de précieux indices pour l'étude de l'évolution de la société rurale dans son ensemble.

b) *Problématique:* En effet, l'idée centrale qui se dégage de l'étude du cas épirote est que pour comprendre le monde paysan dans la société industrielle moderne, l'analyse des rapports économiques reste insuffisante et que le recours à la dimension culturelle et, surtout, politique du phénomène, s'impose de façon impérative. Ce recours, en posant le problème en termes d'«autonomie relative» villageoise et de pénétration extérieure, vise avant tout à mettre en relief les rapports politiques intra et inter-communautaires et il s'emploie à circonscrire les champs d'interaction des forces de cette autonomie et de cette pénétration; forces qui sont reconnaissables d'une part dans une forme de sociabilité particulière (société d'interconnaissance: parentèle, clientèle, associations et groupes informels, voisinage, liens multiples de dépendances inter-individuelles etc.) de la collectivité locale, d'autre part dans l'ensemble des moyens mis en oeuvre par la société englobante pour la domination capitaliste (moyens politiques, administratifs, économiques, idéologiques etc...).

Lieu de manifestation privilégié des relations de clientèle, le fief électoral (village ou groupe de villages) constitue un mode particulier d'insertion de la paysannerie dans la vie politique nationale et exprime un certain type de rapports entre le Pouvoir et les structures élémentaires. La persistance, la transformation ou le dépérissement de ces rapports témoignent aussi bien de l'évolution différenciée que fait subir aux sociétés locales la pénétration inégale des rapports capitalistes, que du degré selon lequel le patronage stoppe, détourne, tempère, transforme ou dissimule le caractère de classe des conflits sociaux à la campagne. La tendance générale est à la destructuration des formes traditionnelles de sociabilité villageoise, mais cette destructuration peut, parfois, donner naissance à des restructurations selon des modèles inédits. En réalité, la communauté villageoise, type de micro-société dominée par excellence, semble répondre suivant trois logiques différentes (selon le degré d'intégration de ses structures internes, son patrimoine culturel, ses institutions, son passé, sa situation démographique et économique, sa position vis-à-vis du marché) aux impératifs de pénétration extérieure, pénétration elle-même différenciée et inégale s'agissant d'une même localité où l'on assiste à la désintégration rapide de certaines structures en même temps qu'au maintien tenace de certaines autres:

1. La première est l'engagement plus ou moins décisif dans l'intégration verticale au système de production dominant: implication directe dans le marché, adaptation relativement «normale» des structures, aliénation de toute autonomie locale, «ruralisation» (dans le sens de «dépaysannisation») et, à la limite, dépérissement de la communauté locale et remplacement de celle-ci par un agrégat de petits entrepreneurs «capitalistes».

2. La seconde logique d'adaptation est celle de l'effacement matériel progressif de la collectivité par l'exode rural: vieillissement extrême de la population, absence d'activités productrices, rétrécissement de la taille de la communauté en deça d'un seuil minimum de sociabilité.

3. Enfin, un troisième mode de réaction est celui d'une énergique résistance de la société locale qui maintient, reproduit et, dans certains cas, renforce ses structures internes: villages repliés sur eux-mêmes, conservant un relatif équilibre démographique et une économie domestique d'autosubsistance, une puissante armature d'institutions traditionnelles qui parvient à faire face aux assauts du système dominant, parfois grâce au détournement astucieux des forces de changement extérieures au profit de la conservation des structures en place.

Cette évolution s'accompagne d'une modification de normes distributives d'autorité dans la collectivité locale et d'un changement profond aussi bien du réseau des dépendances inter-individuelles à l'intérieur de la commune, que, pour ce qui est des dépendances extérieures, des mécanismes qui conditionnent le vote, le résultat étant une transformation notable de la carte électorale (processus de «féodalisation»—«déféodalisation» électorale).

On peut considérer ces bouleversements dans deux optiques: d'une part comme traduisant ou reflétant le changement dans les autres instances (économique et idéologique notamment), et voir en eux précisément les indices de ce changement; d'autre part comme le véhicule même du changement dans l'ensemble des rapports sociaux à la campagne, en ce sens que la manifestation de l'évolution de ces derniers, leur manière de «s'adapter», ne peuvent emprunter d'autre voie (pour le cas des sociétés locales traditionnelles) que celle de leur traduction en rapports explicitement politiques.

Cette deuxième optique implique un réajustement théorique des notions établies jusqu'à présent sur le «fait paysan»[11] en mettant l'accent sur la nature profondément politique des liens qui articulent chaque collectivité paysanne en tant que «tout» strucutré («le sac

11. Voir notamment les ouvrages de R. Redfield, *The Little Community*, Chicago University Press, 1965 et *Peasants Society and Culture: an Anthropological Approach to Civilisation*, Chicago Univ. Press, 1956, ainsi que H. Mendras, *Sociétés paysannes*, Paris, A. Colin, 1976.

de pommes de terre», selon l'expression de K. Marx) avec la société globale et en définissant la «spécificité paysanne» à travers l'histoire, comme une forme particulière de subordination, collective et solidaire, au système dominant.

Les relations de clientèle, expression politique par excellence de l'ensemble des liens de dépendance à l'intérieur comme à l'extérieur du village, constituent l'instrument de cette subordination particulière qui s'étend à tous les aspects de la vie sociale du villageois et dont le vote n'est qu'une des manifestations extérieures.

c) *La notion:* Mais, quelles sont ces relations de clientèle, quel est leur rôle et quelle est leur fonction dans les systèmes politiques et les formations sociales, si différents les uns des autres, où la recherche a décelé leur présence? Malgré l'importante littérature qui, depuis longtemps leur a été consacrée par anthropologues et historiens et, plus récemment, par politistes intéressés aux phénomènes du pouvoir local (à partir des années 50 aux USA et des années 60 en Europe occidentale), le terme reste descriptif et n'a pas acquis un statut théorique qui lèverait les nombreuses ambiguïtés, confusions et contradictions dont sont entachées les différentes définitions formelles. Le caractère multidimensionnel du phénomène et les diverses notions auxquelles il est associé (telles celles de Pouvoir ou d'Etat, de Notable-Médiateur, de Sociabilité villageoise, de Dépendance etc... qui appartiennent à l'arsenal conceptuel des disciplines voisines, certes, mais dont chacune a son propre champ théorique) son universalité aussi, les relations patron-client couvrant en fait de très vastes étendues dans le temps et dans l'espace ainsi qu'un grand nombre de situations (depuis les sociétés régies par le système des ordres ou des castes, les sociétés segmentaires, les sociétés hydrauliques ou l'occident médiéval, jusqu'aux «sociétés paysannes» modernes avec leurs clientèles foncières, pastorales, de charges publiques, bureaucratiques, électorales), lui ont imprimé un laxisme, dans l'emploi courant, peu compatible avec la recherche opérationnelle: les relations de clientèle, pour ne parler que des sociétés modernes, sont-elles des relations binaires impliquant un réseau ou des relations hiérarchiques mettant en jeu une multitude d'agents dont la disposition évoquerait plutôt la forme pyramidale? Régissent-elles des échanges entre personnes (et familles) ou entre institutions et groupes constitués, leur fondement repose-t-il sur la faveur personnelle ou sur la défense d'une circonscription ou d'une catégorie? Sont-elles propres aux collectivités paysannes et à la manière dont ces dernières s'intègrent au système dominant, ou émergeraient-elles partout où on rencontre la petite production artisanale, donc aussi dans le milieu urbain? Plongeraient-elles leurs racines dans l'«individualisme proverbiale» du paysan qui les utiliserait comme moyen pour accéder à des ressources rares par nature(instrument «fonctionnel» de mobilité sociale et de renouvellement des élites), ou l'origine de leur apparition est-elle à rechercher dans la transformation (voire le détournement) des anciennes structures de réciprocité en structures de subordination? Leur logique actuelle s'exprimerait-elle dans l'instabilité et la précarité des liens, l'affaiblissement ou même la disparition de l'élément personnel leur permettrait-il de survivre en tant que telles ou, au contraire, la fidélité personnelle, entrant dans la constitution même de la notion, est-elle indispensable à leur maintien? Autrement dit, la multiplication des intermédiaires et la «fonctionnalisation-bureaucratisation» de leurs rôles qu'on observe actuellement, ainsi que la fragilisation ou l'instabilité croissante des relations de clientèle seraient-elles des manifestations d'une simple modification de leur forme ou ces phénomènes ne sont-ils que les signes précurseurs de la dislocation du système, de la substitution des structures horizontales aux structures verticales et de la manifestation d'une société des classes «pour soi»?

Autant de questions auxquelles la recherche internationale malgré un progrès notable enregistré au cours de ces dernières années sur le plan de la définition des caractéristiques formelles de la notion,[12] a apporté des

12. Ces caractéristiques, formulées pour la plupart à partir des études de cas par politistes et anthropologues, peuvent être résumées comme suit: les relations de clientèle, considérées sous leur aspect tantôt d'«échange» ou de «rapport», tantôt de «lien» et tantôt d'«amitié» entre partenaires fondamentalement inégaux (cf. «acteurs de rangs socio-économiques différents», «supérieurs et inférieurs commendant des ressources inégales», «contractuels disposant d'un pouvoir asymétrique», «disparité de status, de richesse et de pouvoir politique», etc...) font appel à des qualificatifs qui soulignent leur caractère soit personnel et de réciprocité, soit de dépendance, d'inégalité et de domination, soit contractuel et de fidélité. Impliquant tantôt deux, tantôt plusieurs parties, elles assurent la circulation des biens et des services, en général non comparables, et si leur archétype est la relation parentale, elles se séparent nettement de celle-ci, séparation qui, ajoutée au caractère contractuel et à la possibilité de choix sur lesquels elles reposent, les distingue au sein des relations plus vastes que sont les relations de dépendance interpersonnelle. Nous citons les travaux les plus importants dans ce domaine: J. D. Powell, «Peasant Society and Clientelistic Politics», *American Political Science Review*, 1970, Vol 64; R. Lemarchand et K. Legg, «Political Clientelism and Developpment», *Comparative Politics*, Janv. 1972; J. Scott, «Patron-Client Politics and Political Change in South East Asia», *Amer. Pol. Sc. Rev.* 66, 1972; L. Graziano, «Patron-Client Relationships in Southern Italy», *European Journal of Political Research*», 1973; J. Pitt-Rivers, *The People of the Sierra*, The Univ. of Chicago Press, 1961; *Les facteurs locaux de la vie politique nationale* (ouvrage collectif), Paris, Pédone, 1972; G. Balandier, «Les relations de dépendance personnelle: Présentation du thème», *Cahiers d'Etudes Africaines*, 35, 1969; L. de Heusch, *Le Rwanda et la civilisation interlacustre*, Univ. Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, 1966; S. Tarrow, *Peasant Communism in Southern Italy*, New Haven, Yale 1967. Pour des travaux se référant plus particulièrement à la Grèce et à Chypre, outre les ouvrages et articles déjà cités de K. Legg, J. Meynaud, N. Mouzelis et C. Tsoucalas, voir: J. K. Campbell, *Honour, Family and Patronage. A Study of Institutions and Moral values in a Greek Mountain Community*, Clarendon Press, Oxford, 1964; P. Loizos, «Politics and patronage in a Cypriot Village, 1920-1970» in E. Gellner et J. Waterbury (Ed.), *Patrons and Clients in Mediterranean Societies*, Duckworth, Londres, 1977, et M. Attalides, «Forms of Peasant Incorporation in Cyprus during the last century», op. cit. Nous citons, enfin, quelques études comparatives

réponses contradictoires, quand elle ne les a pas laissées dans l'ombre.

Il n'est pas question, bien sûr, d'entreprendre une analyse approfondie de la notion et une critique des définitions avancées jusqu'à présent dans le cadre limité de cette présentation. Nous nous contentons du simple énoncé de certaines propositions destinées à situer notre propos et à éclairer l'analyse qui suit.

Les relations de clientèle, à notre avis, expriment un rapport plus ou moins stable, d'échange inégalitaire et interpersonnel, établi en dehors de la parenté, qui, au sein d'une société locale d'interconnaissance dotée d'une autonomie relative, règlemente la répartition du pouvoir à l'intérieur de celle-ci, tout en assurant, à l'extérieur, sa subordination collective au système dominant; en tant que telles, ces relations prennent en charge l'ensemble des liens de dépendance inter-individuels (économiques, culturels, idéologiques) qui, typiques de la sociabilité villageoise, modèlent les rapports sociaux dans le milieu rural et se révèlent ainsi être la clef-même pour l'appréhension de la condition paysanne.

Cette formulation implique:

a) que, d'un point de vue historique, les relations de clientèle plongeant leurs racines dans les structures de réciprocité des communautés archaïques, n'apparaissent qu'avec l' «accaparement» de celles-ci par une autorité intérieure ou extérieure, ce qui d'une part, leur assigne une place centrale dans les rapports de pouvoir propres aux sociétés pré-industrielles, d'autre part détermine leur fonction en tant qu'expression politique de l'articulation des modes de production pré-capitalistes avec le mode de production capitaliste, dans les formations sociales où ce dernier est dominent.[13]

b) Que la sociabilité villageoise et le personnage central du notable-médiateur qu'elle met en jeu, sont des éléments déterminants de ces relations. Cela a deux conséquences: les relations de clientèle sont inconcevables en dehors d'un milieu primaire structuré et relativement autonome, auquel elles servent justement de moyen de défense (et de reproduction en tant que tel), en même temps que d'insertion dans une société globale;[14] bien que mobilisant trois acteurs sociaux, et parfois plus, elles sont des relations essentiellement duelles, intransitives, centrées sur la fidélité au personnage du médiateur (pilier de la relation) et la faveur personelle, contrairement aux relations de courtage (desquelles elles doivent être rigoureusement distinguées), qui sont des relations hiérarchiques, transitives, instables et circonstentielles, pouvant opérer indépendamment d'attaches personnelles, en dehors de toute sociabilité villageoise et concerner aussi les échanges entre groupes ou institutions.[15]

c) Que la dissolution des relations de clientèle et leur remplacement soit par le courtage, soit par des structures horizontales, doit nécessairement aller de paire avec la disparition de la «spécificité paysanne» évoquée plus haut, le dépérissement de la sociabilité villageoise et des notables locaux, la dislocation des structures qui assurent le type d'intégration actuel des collectivités locales au mode de production capitaliste. D'ici là, le double rapport de conflit/insertion qu'entretient le monde paysan avec la société globale, continuera, selon toute vraisemblance, à être exprimé par une exacerbation de plus en plus poussée des contradictions que provoquent les trois types d'évolution différenciée déjà exprimés: adaptation (inégale) au système et coexistance des structures horizontales et verticales; repli sur soi, stagnation et fuite en arrière; effacement matériel progressif et fuite en avant—autre forme que prend la lutte des classes dans les campagnes.

II. La démarche

Une fois la notion de relation de clientèle définie de cette manière restrictive, et rattachée à une conception

ou synthèses critiques de recherches menées dans ce domaine, auxquelles nous renvoyons le lecteur pour de plus amples informations bibliographiques: C. Schmid, «Quelques recherches récentes sur le problème du pouvoir dans les communautés locales», *Sociologie du Travail*, 102, 1965; L. Freeman et al., «Recherche des leaders dans des collectivités locales: comparaison de différentes approches», in P. Birnbaum et F. Chazel, *Sociologie Politique*, A. Colin, T.I, 1971; J. F. Médard, «Clientelisme politique et pouvoir local en France», *comm. à la Journée d'Edutes sur le Pouvoir Local*, FNSP, 10 Févr. 1973; A.G. Kosmopoulos, «Patron-client Relationships», *The Review of Social Research*, 25, 1975, pp. 413-424 (en grec).

13. Pour une analyse théorique de cette articulation voir: P. Ph. Rey, *Les alliances de classes*, Paris, Maspero, Textes à l'appui, 1973. Par ailleurs, pour une mise en lumière du concept de formation sociale dans des sociétés précapitalistes ainsi que des problèmes multiples que pose à la théorie anthropologique la transition entre multiples que pose à la théorie anthropologique la transition entre agricultures primitives et agricultures paysannes, voir les travaux de M. Godelier et notamment les ouvrages: *Sur les Sociétés précapitalistes*, Paris, Ed. Sociales, 1970 et *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, T.I. et II, Paris, Maspero, 1977 (rééd.).

14. Le milieu urbain ainsi que le milieu rural industrialisé excluent, par définition, les relations de clientèle, selon cette conception. La petite production artisanale ou le secteur des services des villes, malgré leur «caractère personnifié» pour le cas de la Grèce, ne constituent pas des entités sociales susceptibles de secréter ce genre de relations. Cependant, dans la mesure où les nouvelles populations que reçoivent les villes grecques après 1922 (surtout Athènes) ont tendance à se concentrer localement selon le lieu d'origine, recréant ainsi leur quartier à l'image et à la ressemblance de leur village natal, ces relations peuvent survivre sous des formes diverses, pour un certain temps, pourvu que le nouveau quartier (et non pas la catégorie socio-professionnelle) serve de cadre à la reproduction de la sociabilité originelle. Pour une analyse de cette sociabilité urbaine (dans ses dimensions culturelles) concernant les milieux du sous-prolétariat grec, voir: Στ. Δαμιανάκος, *Κοινωνιολογία τοῦ Ρεμπέτικου*, Ἀθήνα, Ἑρμείας, 1976. (St. Damianakos, *Sociologie du Rébétiko*, Athènes, 1976).

15. La distinction entre relations de clientèle et courtage (brokerage) d'après la nature ou le contrôle soit direct soit indirect des ressources («ressources de premier et de second ordre»), proposée par certains auteurs, ne nous semble pas pertinente. En fait, les premières peuvent s'accomoder parfaitement des ressources «relations administratives» ainsi que des degrés variés de leur contrôle. La seule distinction significative est celle qui repose sur le rôle social déterminant et non interchangeable joué par le médiateur dans la relation de clientèle.

globale de la condition paysanne, reste à évaluer sa portée pour la recherche sociologique concrète. Prétendre expliquer la nature ou le fonctionnement des institutions politiques dans un pays uniquement par la présence, fût-elle dominante, de ces relations relève, bien sûr, de l'affabulation. Mais, il serait tout aussi absurde d'ignorer leur existence sous prétexte qu'il est difficile d'en construire un indice quantitatif. En fait, l'incontestable fécondité de cette notion pour la compréhension de toute une série de phénomènes dans des sociétés où sa pratique constitue une composante essentielle de l'édifice institutionnel depuis l'organisation et le fonctionnement des partis politiques jusqu'aux systèmes électoraux ou les règles du jeu parlementaire, et depuis la formation des élites locales jusqu'aux rapports paysannerie/administration, dépend de son acquisition d'un statut théorique épuré de toute confusion et ambiguité. En ce qui concerne notre sujet, le recours à cette notion s'avère être le moyen indispensable pour toute étude du vote paysan grec, domaine où les méthodes traditionnelles de la sociologie électorale paraissent caduques. La socialisation politique, fonction du sentiment qu'ont les agents sociaux «de se retrouver dans les événements qui ponctuent le déroulement de la compétition politique» selon l'expression de D. Gaxie,[16] prend un sens tout à fait différent et suit des modalités propres s'agissant du monde paysan exclu, par sa condition même, du jeu politique institutionnel réel.

Dans ces conditions, dresser un tableau de la féodalité électorale dans la campagne peut renseigner utilement sur l'état actuel de l'articulation entre formes horizontales et formes verticales des conflits sociaux, ainsi que sur la manière dont s'insèrent les communautés villageoises dans le système politique global et, par là, fournir un indice précieux sur le type d'évolution suivie par chaque localité. Cela dans la mesure où certaines précautions théoriques et méthodologiques sont prises eu égard à la formulation des hypothèses à tester, à la définition d'une unité d'analyse appropriée et à la sélection comme au traitement des données disponibles.

a) *Hypothèses de travail*

Comme nous l'avons souligné plus haut, le point de départ de notre problématique consiste en la reconnaissance d'une spécificité du vote paysan par rapport au vote citadin, spécificité non décelable à l'aide des méthodes habituelles de la sociologie électorale. En effet, même une simple lecture des résultats électoraux dans une région rurale au cours d'une période donnée, ne manquerait pas de frapper l'observateur non averti par quelques faits singuliers:

- très forte concentration des voix de certains candidats pouvant aller jusqu'à 100% des suffrages exprimés, dans nombre de communes, concentration absolument disproportionnée par rapport aux scores électoraux de ces candidats dans l'ensemble de la circonscription. Ce phénomène électoral bien connu de la campagne grecque et que le langage courant désigne par le mot significatif μονοκούκι (voter d'une seule voix) différencie fortement cette dernière de l'espace urbain où l'on observe une répartition des voix des candidats entre bureaux de vote ou paroisses à peu près équivalente à leur force électorale globale;
- présence électorale prolongée, tout aussi marquée par rapport au milieu urbain, de certains candidats dans les mêmes unités spatiales durant plusieurs consultations électorales, consécutives ou non. Cette permanence prend dans la plupart des cas des configurations écologiques particulières en définissant des aires constituées d'un noyau stable de très forte concentration électorale qu'on pourrait appeler «acropole du fief», (souvent le village natal du candidat) et d'un «arrière-pays», où l'influence électorale du candidat faiblit au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre vers la périphérie;
- renversements burtaux de la force électorale des partis dans certaines communes d'un scrutin à l'autre. Ces revirements spectaculaires, dont le principe est de se réaliser en bloc, d'engager parfois l'ensemble de l'électorat communal et de survenir indépendamment de la fluctuation électorale des partis au niveau départemental ou national, restent inexplicables pour celui qui raisonne en termes de continuité dans le temps et dans l'espace des forces partisanes. En réalité, la rupture n'est qu'apparente, la continuité étant assurée par des mouvements souterrains dûs soit au déplacement du médiateur local, soit au changement d'allégeance parlementaire du candidat même.

Ces faits aberrants dans le cadre d'une analyse en termes d'«opinion publique» ou de «politisation» mettent en relief la signification profonde du jeu électoral dans la campagne et soulignent la prépondérence de la personnalité sur le parti, des rapports contractuels sur les allégeances partisanes. Nous nous proposons d'entreprendre une analyse quantitative de ces phénomènes à partir d'un faisceau d'hypothèses formulées comme suit:

1. Il est possible de «quantifier» les relations de clientèle électorale régnant dans une circonscription rurale en faisant l'économie d'une enquête quantitative ad hoc (entreprise difficile à réaliser), sur la base des statistiques électorales dont les unités d'analyse seraient la communauté villageoise et non pas la région, le candidat plutôt que le parti politique. Pour ce faire, il suffit, parmi les multiples dimensions de cette notion, d'en choisir une qui soit fondamentale (ici, la fidélité de l'électorat

16. V. D. Gaxie, *Le Cens électoral, inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978. Cette idée est reprise et développée par M. Dion dans son récent article «L'influence des partis de droite en milieu ouvrier» publié dans l'ouvrage collectif *La Classe ouvrière française et la politique*, Paris, Editions Sociales, 1980 (pp. 157-192).

villageois à la personne du candidat au cours d'une période plus ou moins longue) et de construire à partir d'elle une variable censée mesurer le phénomène. Un «score de fidélité» ainsi établi et attribué à chacune des communes de notre département tout au long des cinq consultations électorales qui ont eu lieu au cours de la période considérée, peut servir d'indicateur de l'emprise des relations de clientèle dans la localité (variable dépendante).

2. Il est possible, également, de trouver des indicateurs mesurant ce que nous avons appelé la «sociabilité villageoise», désignant par là l'ensemble des relations interpersonnelles significatives (typiques du milieu paysan) qui se nouent à l'intérieur comme à l'extérieur de la communauté. Ces relations ne sont pas à l'abri de l'influence de certaines conditions démographiques, géographiques ou sociales; par exemple, une situation démographique en équilibre ou en déséquilibre, une évolution positive ou négative de la population, un isolement géographique trop marqué ou, au contraire, une possibilité de communication intense avec l'extérieur, une taille de la commune suffisante ou trop réduite, un accès plus ou moins important à l'instruction, etc..., sont des facteurs dont les effets peuvent être déterminants sur le maintien, le renforcement ou la dégradation de ces relations et, par là, sur les formes d'évolution de la localité dans ses rapports avec le marché (variables indépendantes).

3. Il y a relation entre chacun de ces derniers facteurs, pris isolement, et les relations de clientèle existant dans une localité. L'analyse multivariée peut définir un ordre entre les effets discriminants de ces facteurs et indiquer lesquels, parmi ces derniers, sont le plus significatifs.

4. Les relations ci-dessus ne se réduisent pas les unes aux autres; les variables socio-démographiques et géographiques entrent en interaction entre elles et avec la variable dépendante (effet de cumul), ce qui peut servir de base pour la définition d'une typologie de la sociabilité et du comportement électoral villageois.

5. La prépondérance de la personnalité du candidat sur le parti politique dans le choix électoral et la détention des postes-clefs de l'administration locale par les députés gouvernementaux, font qu'il y a corrélation positive entre notre «score de fidélité» et la force électorale du parti au pouvoir. Bien que les relations de clientèle ne soient pas absentes non plus dans le choix des candidats de l'opposition (sous réserve des précisions qui seront apportées plus loin), on trouve le même rapport positif entre le fait pour un parti d'être au pouvoir et une série d'indices auxiliaires de ces relations, tels le nombre des villages-fiefs détenus par les candidats gouvernementaux, la prégnance de l'élément personnel sur son organisation départementale, l'intensité de son «implantation féodale» dans la région. Le propre de ces rapports est de ne pas rester immuables au cours de la période examinée, mais de subir une évolution significative accélérée après 1963, date qui marque le passage de l'Union du Centre au pouvoir.

b) *Unité spatiale d'analyse*

La définition de l'unité spatiale d'analyse est un problème capital des études électorales à base écologique, mais aussi de toute recherche sociologique quantitative intéressée par la distribution géographique d'un phénomène. Malgré les quelques voix vigoureuses qui, dès les années 50, se sont élevées contre les abus des analyses macro-sociologiques, notamment celle de R. Arambourou qui plaidait pour des études électorales approfondies au niveau de la commune,[17] le département ou, dans le meilleur des cas, le canton se sont définitivement imposés dans l'ensemble de la littérature électorale en France comme l'unité optimale d'analyse.

Dans l'étude qu'ils ont consacrée à cette question D. Derivry et M. Dogan,[18] tout en reconnaissant la nécessité, dans certains cas, de descendre au niveau communal, optent pour le canton qui leur semble être le niveau d'agrégation le plus pertinent pour les variables utilisées, du point de vue aussi bien des règles statistiques que des impératifs sociologiques. Pourtant on ne voit pas très clairement pourquoi la même argumentation invoquée par les auteurs en faveur du canton (à savoir l'homogénéité interne, la diversité et la multiplicité permettant la précision des relations complexes, la spécificité enfin de la physionomie) ne jouerait pas, et d'ailleurs avec des résultats beaucoup plus convainquants, pour la commune, abstraction faite, bien sûr, du problème de la disponibilité des données et des difficultés pratiques que rencontrerait une telle entreprise sur le plan national. Si l'on considère, par exemple, l'argument de l'homogénéité interne, il va de soi que le danger de la déformation (annulation, renforcement ou renversement même) d'une relation entre variables, relation exprimant toujours une approximation,[19] diminue fortement quand on passe d'une grande unité spatiale à une unité plus petite.

Pour ce qui est de notre sujet, les arguments qui militent en faveur du choix communal, sont renforcés par une série de considérations supplémentaires.

— Considérations théoriques: la communauté villageoise représente la seule unité spatiale qui constitue en même temps une entité sociologique significative pour notre objet d'étude; par sa cohérence interne et son autonomie relative vis-à-vis de l'extérieur, elle s'oppose aux unités administratives plus vastes, telles l'éparchie

17. R. Arambourou, «Réflexions sur la géographie électorale», *Revue Française de Science Politique*, N° 3, Vol. II, juillet-sept. 1952 (pp. 521-543).

18. *Art. cit.*, 1971.

19. Voir à ce propos: R. Boudon, *L'analyse mathématique des faits sociaux*, Paris, Plon, 1967.

et le nome,[20] dont la délimitation comporte toujours une part d'arbitraire, ou aux unités électorales urbaines (bureau de vote, paroisse) qui ne sont que des agregats d'individus dépourvus de toute relation interpersonnelle, et elle permet la combinaison de l'observation monographique avec la démarche quantitative.

— Considérations pratiques: le caractère régional de notre étude rend relativement simple le maniement des quelque trois cents unités communales qui composent notre «population», opération qui serait autrement plus compliquée, bien sûr, si l'analyse portait sur l'ensemble du pays. Par ailleurs, au niveau de l'éparchie (unité administrative placée immédiatement au dessus de la commune), les données statistiques ne sont guère plus abondantes. Il faut ajouter la grande disproportion qui existe du point de vue superficie, population et nombre de communes, entre les éparchies épirotes, ce qui rend impossible toute comparaison: l'éparchie de Dodone, par exemple, compte plus de deux cents communes, alors que leur nombre ne dépasse pas six dans l'éparchie de Metsovo. Pour la même raison nous ne prenons pas l'éparchie comme espace de référence mais l'ensemble du nome, qui d'ailleurs en règle générale, coïncide avec la circonscription électorale.

—Considérations heuristiques: si l'on accepte, avec H. Mendras[21] que la spécificité de la physionomie de chaque communauté villageoise réside surtout dans l'agencement chaque fois différent des éléments qui la composent, il devient évident que passer de l'analyse au niveau départemental (ou cantonal), à l'analyse au niveau communal, requiert également le passage d'une démarche méthodologique à une autre. Il s'agit d'une question plus générale en sciences sociales du fait que, comme le souligne M. Duverger,[22] les systèmes d'explication apparaissent différents suivant le niveau où on se place. L'analyse multivariée semble pouvoir apporter une réponse positive au problème de l'approche quantitative de la diversité des communautés villageoises, dans la mesure où l'objectif n'est pas le rapprochement entre elles de variables prises isolément, mais la construction d'une typologie précisément sur la base de leur agencement, sur la base des relations qu'elles entretiennent les unes par rapport aux autres au niveau communal. Ce procédé a une grande valeur heuristique puisqu'il permet de rendre manifestes des interactions qui autrement seraient restées dissimulées. Il suffit d'évoquer ici le comportement apparemment contradictoire de la variable «analphabétisme», que nous allons voir plus loin: un taux élevé d'analphabètes a tendance à renforcer les relations de clientèle dans les villages de la plaine, tandis que dans les villages montagnards il tend au contraire à les affaiblir. Ce phénomène, dû aux spécificités contextuelles, serait passé inaperçu si l'analyse avait porté sur l'ensemble du département.

c) *Données disponibles et période examinée*

Les données statistiques sur lesquelles nous avons travaillé ont été tirées essentiellement des publications du Ministère grec de l'Intérieur portant sur les résultats analytiques des cinq consultations électorales qui se sont déroulées entre 1956 et 1964, ainsi que des fascicules publiés par l'Office Statistique grec sur le recensement de 1961 (qui a l'avantage de se situer à michemin de la période qui nous intéresse ici) et, auxiliairement, sur ceux de 1940 et de 1951.[23] Les premières, nous fournissent des renseignements détaillés sur le nombre de voix obtenues par parti politique et par candidat au niveau de la commune, les seconds, des données communales sur l'évolution de la population depuis 1940, la taille de la population, la structure d'âges, la répartition par sexe, le taux d'analphabétisme, les conditions de logement (nombre de personnes par pièce, cuisine, W.C., électricité, salle de bain, eau), la population active et la population agricole, l'altitude. Un certain nombre de ces données (conditions de logement, population active et population agricole) n'ont pas été prises en considération, soit parce qu'elles sont dépourvues de sens, soit parce que les critères retenus pour les catégorisations statistiques ne semblent pas pertinents. Nous excluons aussi de notre analyse une série d'autres informations dont nous ne disposons que de manière fragmentaire: composition ethnique des communes (Valaques, Sarakatsans, Arvanites, etc.), nombre, distribution géographique et «sens» politique des parrainages entre villageois et personnalités extérieures, régime foncier et statut juridique des communes à la veille de la libération de l'Epire (1913). Le parti pris délibérément «quantitatif» de cette analyse nous empêche d'avoir une recours à ces données non systématiques (pourtant d'une grande valeur pour notre propos), autre qu'épisodique: illustrer un passage, «comprendre» le comportement d'une variable, situer un argument. Cela est vrai, d'ailleurs, pour l'ensemble de notre documentation monographique et historique de la région.

20. L'équivalent, toute proportion gardée, du Canton et du Département en France.

21. V. M. Jollivet - H. Mendras (éd.) *Les Collectivités rurales françaises*. Tomes I et II. Paris, A. Colin, 1971 et 1974.

22. V. M. Duverger. *Méthodes des sciences sociales*. Paris, PUF, 1961 (p. 393).

23. Voir notamment: Ministère de l'Intérieur, *Résultats des élections des députés*: 1) du 19 février 1956, Athènes, Impr. Nat. 1957; 2) du 11 mai 1958, Athènes, Impr. Nat. 1959; 3) du 29 octobre 1961, Athènes, Impr. Nat. 1962; 4) du 3 novembre 1963, Athènes, Impr. Nat. 1964; 5) du 16 février 1964, Athènes, Impr. Nat., 1965. Office National de Statistique: 1) *Polulation de la Grèce, d'après le recensement du 16 octobre 1940*, Athènes, 1946; 2) *Population de la Grèce au recensement du 7 avril 1951*, Athènes, 1955; 3) *Résultats du recensement de la population et des habitations effectué le 19 mars 1961*. Volume I (Population par subdivisions géographiques et administratives), Volume II (Caractéristiques démographiques, sociales et économiques de la population, conditions de logement des «ménages» - Données par communes), fascicule 5 (Epire), Athènes, 1964.

La situation générale, politique et électorale, de la Grèce au cours de la période examinée ne fera pas, non plus, l'objet d'un développement particulier. La structure, la composition, l'idéologie et la stratégie des partis politiques, les rapports de force à l'intérieur comme à l'extérieur du Parlement, les régimes électoraux et les répartitions de sièges entre les formations politiques, les crises ministérielles et la composition des différents cabinets, les grands évènements qui ont jalonné ces années, riches en bouleversements sociaux de toute sorte, constituent indiscutablement quelques uns des paramètres majeurs de la vie politique nationale dont l'influence sur le jeu électoral local ne peut pas être ignorée. Les traiter, même discursivement, dans le cadre de cet article, est évidemment impossible, nous renvoyons donc le lecteur aux travaux des spécialistes;[24] nous nous bornons à fournir certains renseignements globaux concernant la physionomie politique générale des années en question, les formations politiques, les candidats locaux, le mode de scrutin et l'évolution des tendances électorales, éléments indispensables à la compréhension du développement qui suit.

Cette période commence avec les élections de 1956 qui, sept ans après la fin de la guerre civile, semblent ouvrir pour la Grèce une époque de relative normalisation politique (notamment avec la disparition de la scène politique des protagonistes de cette guerre et le passage de la Droite traditionnelle à un nouveau schéma sous la direction de C. Caramanlis), et finit avec les élections de 1964, dernière consultation populaire avant le coup d'Etat militaire du 21 avril 1967. L'année 1956, marque également l'accès des femmes aux droits électoraux, ce qui modifie considérablement la composition du corps électoral grec, et aussi la collaboration, pour la première fois, entre les forces du Centre et la Gauche qui participent aux élections sous un front commun; ce front gagnera la majorité relative des voix mais il se trouvera minoritaire à la Chambre, en raison du système électoral. Entretemps, on assiste à la montée spectaculaire de la force de la Gauche qui, en 1958, envoie à la Chambre 79 députés (sur les 300 que compte le Parlement grec), à la réunification, en 1961, des forces du Centre sous la direction de G. Papandréou, au «combat inconditionnel» (ἀνένδοτος ἀγώνας) entrepris par ce dernier contre la Droite au pouvoir à la suite de la fraude et des manoeuvres d'intimidation qui caractérisent les élections de 1961, à l'intensification du mouvement social et politique des masses urbaines, mais aussi rurales, provoquant la «rupture» de 1963 qui conduit à la montée de l'Union du Centre au pouvoir et à une relative libéralisation du régime.

Les partis et les formations politiques qui participent aux élections de 1956, 1958, 1961, 1963 et 1964, sont, pour l'essentiel, les suivants:

- La Droite traditionnelle se présente sous le sigle de l'Union Radicale Nationale (ERE) de C. Caramanlis. Héritier direct du Rassemblement Hellénique du Maréchal Papagos, mort en 1955, ce parti participe indépendamment aux élections de 1956, 1958, 1961 et 1963 et en coalition avec le Parti Progressiste en 1964.
- Les forces du Centre, morcelées en plusieurs partis jusqu'en 1961 (et dont les principaux en sont le Parti Libéral dirigé par G. Papandréou et l'Union Libérale Démocratique, dirigée par S. Vénizélos), se présentent en coalition avec la Gauche Démocratique Unifiée en 1956 sous le sigle de l'Union Démocratique (DE), indépendemment en 1958 sous le sigle du Parti Libéral (KF), en coalition avec le Parti Progressiste en 1961, et indépendemment en 1963 et 1964 sous le sigle de l'Union du Centre (EK).
- Les forces de la Gauche sont représentées par le parti de la Gauche Démocratique Unifiée (EDA). Un des principaux partenaires de la DE en 1956, ce parti participe indépendemment aux quatre élections suivantes sous le sigle de l'EDA (sauf pour les élections de 1961 où il se présente sous la dénomination de Front Pandémocratique Agraire de Grèce).
- Enfin, il y a le petit parti du Centre-droit, le Parti Progressiste (K.Pr.) dirigé par S. Markezinis. Son audience électorale est fort limitée, mais il dispose, par endroits, de solides attaches locales. Il se présente indépendemment aux élections de 1956 et de 1963, en coalition avec l'EK en 1961 et avec l'ERE en 1964. En 1958, il forme avec des partis mineurs de Centre-gauche une coalition sous la dénomination Union Progressiste Démocratique Agraire.

Le département de Jannina forme une circonscription électorale pendant toute cette période, à l'exception des élections de 1956, où il annexe le département voisin de Thesprotie. Ses électeurs inscrits s'élèvent à 94.763 en 1956, 107.297 en 1958, 122.720 en 1963 et en 1964 (en 1961 leur nombre n'a pas été rendu public), les bulletins valables à 63.809 en 1956, 76.677 en 1958, 91.464 en 1961, 87.425 en 1963 et 83.246 en 1964, ce qui suivant le découpage électoral en vigueur, lui donne droit à 7 sièges.[25] Toutes les formations politiques ayant constamment présenté un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir, l'effectif des candidats au cours des cinq scrutins s'élève théoriquement à 119, comte tenu du fait que la présence de candidats indépendants est pratiquement nulle. En réalité les candidats en lice entre 1956 et 1964 ne sont que 61, puisque plusieurs d'entre eux se présentent à plus d'un scrutin; il faut ramener ce nombre à moins de quarante si l'on exclut les candidats occasionnels qui ne se présentent qu'une seule fois et recueillent à peine quelques centaines de voix. Mais les candidats «sérieux» se présentant à presque toutes les consultations et ayant des chances d'être élus, ne dépassent guère la quinzaine, ce qui confirme le caractère dualiste de la compétition (deux candidats pour un siège) dont nous faisons état ci-dessous à propos du système électoral.

D'orientation électorale nettement plus conservatrice par rapport à l'ensemble du pays, en raison de son caractère rural, le département de Jannina suit assez fidèlement les fluctuations qu'on observe sur le plan national. Une mise en parallèle des scores électoraux obtenus par les différents partis au cours des cinq scrutins dans l'ensemble du pays, l'ensemble du département et la ville de Jannina, fait ressortir des tendances particulièrement intéressantes pour la question qui fait

24. La meilleure source d'informations sur cette période demeure l'étude synthétique de J. Meynaud et de ses collaborateurs (ouvrage cité, 1965), complétée par le *Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce*, 15 juillet 1965 - 21 avril 1967, Montréal, Etudes de Science Politique, Oct. 1976. Plus particulièrement sur les élections en Grèce, consulter aussi: D. Kitsikis, «Grèce» in *International Guide to Electoral Statistics — Guide International des statistiques électorales*, Vol. I, Ed. St. Rokkan-J. Meyriat, the Hague, Mouton, 1969, (pp. 163-182).

25. Sauf pour les élections de 1956 où la constitution d'une circonscription électorale commune avec la Thesprotie lui enlève de fait un siège au profit d'un candidat implanté dans ce département.

TABLEAU 1. *Evolution de la force électorale des partis*

Unité / Parti	1956 Total Grèce	1956 Dép.	1956 Ville	1958 Total Grèce	1958 Dép.	1958 Ville	1961 Total Grèce	1961 Dép.	1961 Ville	1963 Total Grèce	1963 Dép.	1963 Ville	1964 Total Grèce	1964 Dép.	1964 Ville
ERE	47,4	65,4	46,7	41,8	55,7	40,3	50,8	63,6	44,8	39,4	48,6	38,1	35,3	39,7	34,0
K.Pr.	2,2	3,4	2,1	10,6	3,3	3,9	33,7	26,4	27,7	3,8	3,7	2,7			
KF/EK	48,1	31,1	51,6	20,7	20,7	17,3				42,0	35,2	33,8	52,8	47,2	41,5
EDA				24,4	20,1	38,4	14,6	9,9	27,2	14,3	12,4	25,4	11,8	13,0	24,5

l'objet de cette étude (les résultats sont exprimés en % sur le total des bulletins valables).

Nous en résumons les plus significatives:

a) l'orientation très marquée à droite du département régresse considérablement et d'une façon progressive de 1956 à 1964 (de + 18 points en 1956, l'écart entre le score de l'ERE dans l'ensemble du pays et son score dans le département, se réduit à + 4,4 points en 1964). Cette régression est surtout profitable au parti de l'EDA dont l'écart de − 4,3 points en 1958 passe à + 1,2 point en 1964.

b) Les fluctuations qu'on observe dans l'ensemble du corps électoral grec d'un scrutin à l'autre apparaissent particulièrement renforcées s'agissant du département, et ce renforcement s'accentue progressivement de 1956 à 1964. Celà est vrai pour le parti de l'ERE. Pour le Centre l'évolution du rapport fluctuations nationales/fluctuations départementales varie dans le même sens, mais il faut attendre 1964 pour voir les progrès électoraux réalisés dans le département surpasser, en valeur relative, ceux qui sont réalisés sur le plan national. La «rupture» de 1963 est particulièrement nette partout.

c) La comparaison entre les données de la ville de Jannina et celles de l'ensemble du département met en relief la variation notable entre comportements électoraux rural et urbain, sans que cette ville de 35.000 habitants (1961) soit particulièrement attirée par l'opposition comme c'est le cas d'autres centres urbains moyens de Grèce. L'écart de la variation, marqué très négativement pour l'ERE et très positivement pour l'EDA, s'amenuise graduellement pour ces deux partis entre 1956 et 1964, tandis que pour les forces du Centre (négatif aussi), il a plutôt tendance à s'agrandir.

Les modes du scrutin durant cette période ont, bien sûr, étroitement conditionné la compétition électorale, surtout dans les campagnes. Nous n'allons pas entreprendre ici l'analyse des systèmes électoraux grecs[26] et de leurs effets sur la vie politique locale ou nationale. Nous nous contentons de souligner une particularité seulement, commune à toutes les lois électorales grecques, dont l'influence sur le processus même qui conduit au vote paysan paraît déterminante. Il s'agit de la disposition qui établit le caractère plurinominal avec vote préférentiel pour un seul candidat dans le cadre des circonscriptions, rurales essentiellement, faisant élire moins de dix députés, et qui stipule que les sièges concédés à chacune des listes sont occupés par les candidats dans l'ordre des préférences attribuées à chacun. A noter que le vote préférentiel (apposition d'une croix à côté du nom du candidat) est facultatif, mais cette faculté est bien théorique puisque la comparaison entre la somme des voix recueillies par les candidats d'un parti et l'ensemble des voix de ce parti, dans une circonscription donné, fait apparaître une quasi coïncidence. Les relations de clientèle régnant et le système de contrôle du vote villageois, ingénieusement mis au point par l'agent électoral local, font que cette disposition finit par détourner constamment tout système électoral officiellement en vigueur, en scrutin majoritaire uninominal à un tour,[27] dans le cadre de petites «circonscriptions» électorales, établies de facto à l'intérieur de la circonscription officielle et mettant en concurrence deux candidats principalement. Pour la Gauche, le même système fonctionne plutôt comme mode de scrutin de liste dite «bloque» chaque fois que le parti choisit de «primer» un de ses candidats.

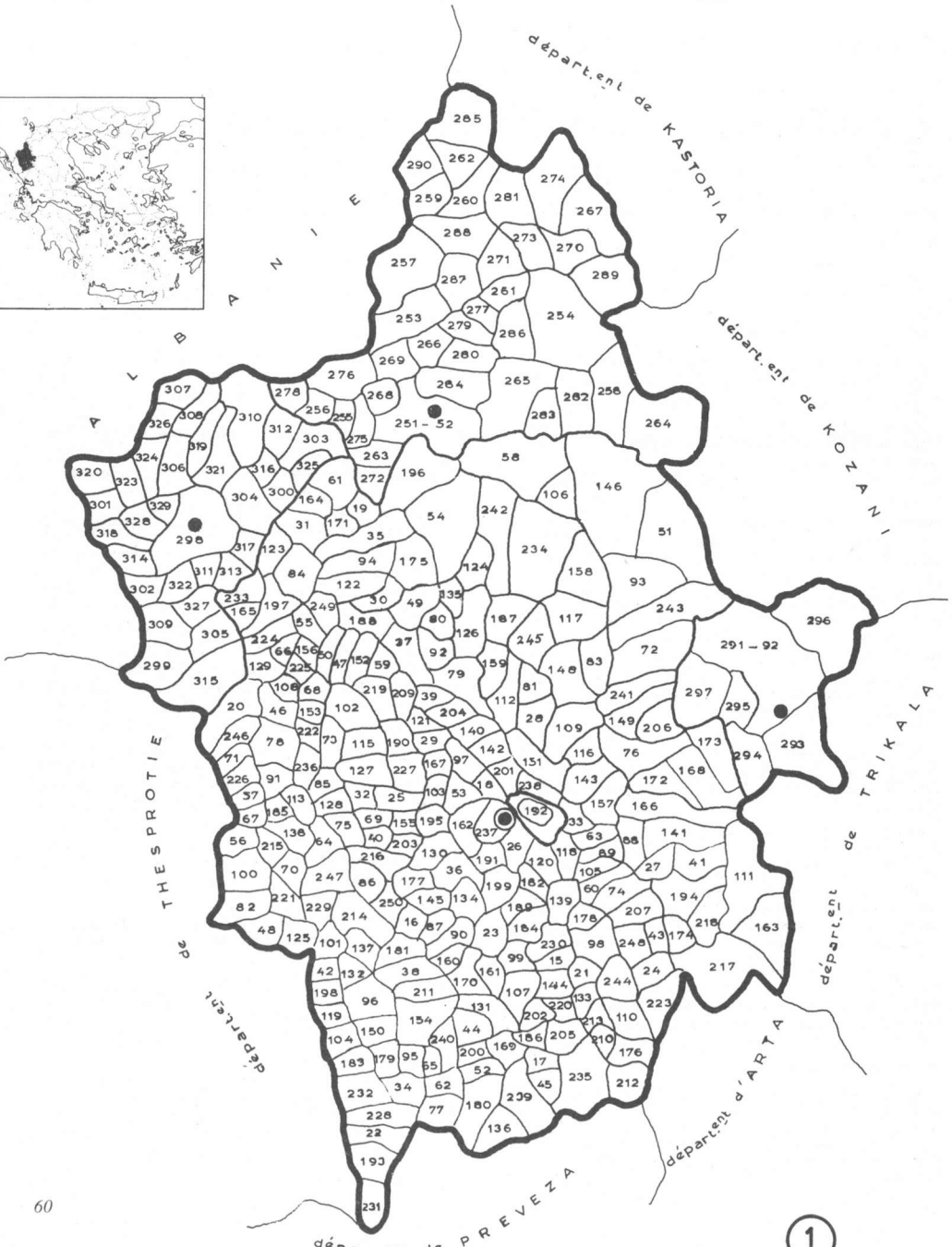
III. La région: esquisse historique et socio-démographique

Terre depuis des siècles riche en traditions commerciales, artisanales et culturelles, ainsi que de mouvements

26. Enjeux d'âpres luttes parlementaires de toutes les législatures à la veille de leur dissolution, ces systèmes sont rangés dans la catégorie des systèmes électoraux mixtes: représentation proportionnelle dite «renforcée» (ou «approchée») sauf pour les élections de 1956 où trois modes de scrutin sont appliqués conjointement d'après la taille de la circonscription. Leurs traits saillants: deux ou trois répartitions des sièges (selon le procédé de Hagenbach-Bischoff), dispositions draconiennes contre les coalitions, découpages arbitraires, application des recensements plus ou moins périmés (sauf pour les élections de 1963 et 1964), sur représentation des deux premières listes, prise en compte de la population «légale» au lieu de la population réelle ce qui défavorise les circonscriptions urbaines.

27. Ce système présente certaines propriétés typiques qu'on retrouve aussi dans la réalité politique grecque: renforcement de la personnalité contre le parti, manque de cohésion de ce dernier et faiblesse de son appareil administratif, «localisation géographique des opinions». Voir à ce propos: M. Duverger et al., *L'influence des systèmes électoraux sur la vie politique*, Paris, CFNSP., A. Colin, 1950.

DEPARTEMENT DE JANNINA
Les Communes



1

migratoires intenses et d'institutions communautaires développées, l'Epire présente aujourd'hui les traits typiques d'un sous-développement aigu: pauvreté, dépeuplement, aridité du sol, isolement, absence d'infrastructures industrielles et de travaux d'aménagement, économie familiale de subsistance, qui la rapprochent des régions les plus déshéritées du Sudméditerranéen.[28] Située au nord-ouest de la Grèce, à la frontière albanaise, elle est divisée en quatre départements administratifs (les nomes de Jannina, de Préveza, de Thesprotie et d'Arta), dont Jannina est de loin le plus important tant du point de vue de la population que de l'étendue géographique. La carte 1 nous donne la position de ce département par rapport aux départements voisins ainsi que ses subdivisions en éparchies et terroirs communaux (se rapporter aussi à l'Annexe I). Ces éparchies, au nombre de quatre, ne sont pas uniformément dotées en unités administatives communales: l'éparchie du Metsovon à l'est (chef lieu: Metsovon) en comprend 6, celle du Poghonion au nord-ouest (chef lieu: Delvinaki) 32, celle de la Konitsa au nord (chef lieu: Konitsa) 39 et celle de la Dodone au centre (chef lieu: Jannina qui est aussi la capitale épirote et le seul centre urbain de la région) 234. (Total des unités communales du département: 311). Cette répartition disproportionnée, produit de l'arbitraire administratif, ne correspond que partiellement aux réalités sociales et historiques de la région.[29]

En fait, les longs siècles de la domination ottomane ont façonnée une physionnomie sociologique propre à cinq grandes unités territoriales au moins dans le cadre du département, sans compter les groupements mineurs de villages à l'intérieur de ces unités, disposant aussi d'assises historiques solidement constituées. Elles se détachent nettement des unités voisines sur bien des points, parmi lesquels la manière dont elles ont été soumises à l'autorité ottomane (résistance ou conquête pacifique) et le régime consécutif de leurs rapports avec la Porte (privilèges, protections diverses), leur composition ethnique, leur organisation politique interne, leur régime foncier et la condition de leur paysannat, leurs traditions artisanales, commerciales et culturelles:[30]

—Le Zaghori, région montagneuse du centre-nord du département, a longtemps joui d'une très grande autonomie administrative, matérialisée par l'exemption de certains impôts, l'entière liberté du culte, l'interdiction imposée aux Turcs d'y pénétrer, l'autoadministration communale, le droit à la propriété absolue (bästina). «Communes libres» protégées par la reine-mère, les 46 villages de cette région ont même fondé, entre le XVIIe et XIXe siècle, une «fédération» administrée par un conseil élu de proestotes (notables) siègeant à Jannina et chargé de fonctions juridictionnelles et financières (répartition interne des impôts). Traditionnellement éleveurs, les paysans du Zaghori (dont la partie orientale est habitée par des Valaques) ont développé, surtout à partir du XVIIIe siècle, le commerce avec les pays de l'Europe Centrale et Orientale, l'artisanat, les arts et les lettres.

—Par contre, les villages de la Konitsa, région tout aussi montagneuse dans sa majeure partie, à l'extremité nord du département, n'ont pas pu préserver pour longtemps l'autonomie, d'ailleurs très relative, qu'ils avaient acquise au début de la domination turque. Les documents, ici, se font plutôt rares. A noter qu'à l'époque d'Ali Pacha (fin XVIII, début XIXe siècle) Konitsa formait un Vilaéti administré par des représentants des villages. La même époque trouve les paysans de la région entièrement dépossédés de leurs terres et travaillant comme collighi au service de grands propriétaires terriens. Plusieurs villages de montagne ont développé, ici aussi, une tradition artisanale et migratoire.

—Le Poghoni, au nord-ouest, comptait une cinquantaine de villages au XVe siècle, mais il fut en grande partie dépeuplé au cours du XVIIIe siècle en raison du poids des impôts et de la dépossession progressive des habitants (éleveurs, agriculteurs et tisseurs de soie) de leurs terres au profit des agha de la région. Des populations importantes d'origine albanaise y furent installées à partir du XIVe siècle, comme en témoignent les noms de nombreux villages et des lieux-dits, ainsi qu'une organisation sociale par lignages très rigide.

—La région des Kourenta et Tsarkovista comprenant respectivement 85 et 48 villages, s'étend à l'ouest, au long de la frontière du département avec la Thesprotie. De lointaine origine slave, ses habitants (blonds dans une proportion de 4/5 selon L. Lambridis) s'occupent de l'agriculture et de l'élevage. Bien que ces villages fussent placés depuis le XVe siècle, sous la protection de la reine-mère, les riches plaines qu'ils possèdaient les exposèrent très tôt à la convoitise des puissants «protecteurs» de la région: à partir du XVIIIe siècle, les

28. Ainsi par exemple la Calabre, étudiée par une équipe de chercheurs sous la direction de J. Meyriat, avec laquelle elle présente plus d'un trait commun, depuis l'organisation de la société traditionnelle jusqu'au «costume» qui réglemente la vie politique locale, fondée sur «les personnalités et les clientèles, sur les liens d'intérêt et de fidélité». Voir, *La Calabre, une région sous-développée de L'Europe méditerranéenne*, CFNSP, Paris, A. Colin, 1960.

29. On retrouve ici le problème de la dissociation entre unités administratives et unités socio-historiques soulevé par Ch. Parain à propos de la communauté villageoise: la formation sociale est bien antérieure au fait administratif qui n'en est pas nécessairement la continuation. La question est aussi bien réelle pour nos unités communales. Mais la rareté de l'habitat dispersé dans la région épirote, fruit de la politique de concentration communale constamment suivie par l'administration ottomane, en atténue la portée et justifie l'indentification que nous faisons entre communauté villageoise et commune administrative. (Voir Ch. Parain, «Contribution à une problèmatique de la communauté villageoise dans le domaine européen», *L'Ethnographie*, 64, 1970, article repris dans son ouvrage récent, *Outils, Ethnies et Développement historique*, Paris, Ed. Sociales, 1979, pp. 425-459).

30. Voir en particulier: I. Λαμπρίδης, *Ἠπειρωτικὰ Μελετήματα* (1870), ἐπανέκδ. Ἑταιρείας Ἠπειρωτικῶν Μελετῶν, Ἰωάννινα, 1971 (I. Lambridis, *Etudes Epirotes*, 1870, rééd. de la Société d'Etudes Epirotes, Jannina, 1971) et aussi, N. Ζιάγκος, *Τουρκοκρατουμένη Ἤπειρος*, Ἀθήνα, 1974 (N. Ziagkos, *L'Epire sous la domination turque*, Athènes 1974).

communes, afin d'éviter les impôts, leur vendirent pour des sommes symboliques des terres de plus en plus importantes. Certains de ces villages furent aussi placés sous la protection des Souliotes, peuple guerrier des montagnes de Thesprotie, qui, au XVIIIe siècle, y obtinrent des droits féodaux.

—Le Malakassi, enfin, au sud-est, connut les mêmes privilèges et la même prospérité que la région du Zaghori. Sous la protection, lui aussi, de la reine-mère, il a joui depuis 1430 d'une large autonomie qui, renouvelée en 1659, n'a pris fin qu'en 1795 sous le régime d'Ali Pacha. Pays de montagne, habité, en grande partie, par des populations Valaques, son administration présentait un caractère oligarchique prononcé: le conseil des proestotes était élu par les familles nobles de Metsovo. Nous retrouvons ici la même propension que dans le Zaghori pour l'élevage, l'artisanat et le commerce extérieur. Les Kalarites, rassemblement de 42 villages au sud du Metsovo, ont plus particulièrement développé de tissage, la broderie, l'orfévrerie d'argent et le crédit bancaire; les Katsanochoria, une dizaine de villages près de la frontière d'Arta, l'élevage et le commerce. Ces derniers deviendront tsiflikia des Pachas de Jannina, à partir du XVIIIe siècle.

Cette évocation, plus que succinte du passé Janniote, fait ressortir trois lignes de force majeures dont l'impact est considérable sur la situation et les clivages actuels:

- Les origines ethniques diversifiées de la population de ces unités qui ont imprimé une organisation sociale propre aux communautés villageoises et véhiculé des traditions dont certaines sont toujours vivantes.[31] Aux groupes ethniques déjà cités, il faut ajouter les quelques milliers de réfugiés d'Asie Mineure qui se sont installés ici après 1922 et les Sarakatsans sédentarisés progressivement et inscrits sur les registres communaux à partir de 1938.
- L'ouverture du paysan épirote vers le monde extérieur, ouverture consécutive, bien sûr, à des conditions naturelles particulièrement dures, mais aussi à une longue tradition de migrations saisonnières, temporelles ou définitives à l'intérieur comme à l'extérieur de la Grèce et illustrée actuellement par des taux très élevés d'émigration. C'est cette attitude «cosmopolite», pour ainsi dire, qui a empêché le développement de liens psychologiques avec l'agriculture et qui faisait dire à H. Mendras qu'il n'existait pas de traditions à briser dans ce domaine.[32]
- La séparation, très prononcée, entre villages «fiefs» (Tsiflikia) et communes libres (Kéfalochoria) dont les implications sur la ligne d'évolution historique suivie par les communautés villageoises, restent à évaluer au moyen d'études monographiques, qui, malheuresement, font cruellement défaut jusqu'à présent. Les institutions communautaires développées dans les Kéfalochoria, tout comme les activités des multiples associations d'artisans (ισνάφια), sont à la base de la pénétration des rapports marchands en Epire, de la création de puissantes classes de propriétaires terriens, de commerçants et de banquiers, dont beaucoup connurent aussi de brillantes carières politiques,[33] de la préservation des biens communaux garants de la pérennité communale, surtout des forêts qui furent l'objet de luttes acharnées entre Etat et villageois, depuis le début du XVIIIe siècle jusqu'à nos jours. Elles sont aussi à la base de la création de nombreuses écoles qui ont fleuri un peu partout à partir du XVIIe siècle dans le Zaghori et le Malakassi, ainsi que de l'essor étonnant des lettres et des arts qui marque le XVIIIe siècle épirote. La séparation villages-«fiefs»/kéfalochoria recoupe en gros celle entre villages de montagne et villages de plaine qui, comme nous le verrons par la suite, est, actuellement encore, chargée de signification: les premiers, n'ayant pu résister à l'anéantissement de leur autonomie après l'indépendance ou la fermeture des marchés balkaniques consécutive à la création des états nationaux, ont sombré dans le dépeuplement, l'isolement, le retour à l'économie de subsistance et le marasme. Pour les seconds, les grandes réformes du XIXe et du XXe siècle (le Tanzîmat en 1839, le Hatt-i-Humayûn en 1856, la réforme agraire grecque à partir de 1923) n'ont pas réussi, semble-t-il, à réveiller une véritable vocation agricole.

L'image que nous offre aujourd'hui le département est mis en relief par quelques chiffres particulièrement révélateurs:[34] le pourcentage des terres cultivées par rapport à la surface administrative totale, ne dépasse pas 13,6% dans la Dodone, 7,9 % dans le Poghoni, 5,1 % dans la Konitsa et 3,7 % dans le Metsovo (total Grèce:29,5%). L'indice de la mécanisation agricole (puissance mécanique/surface cultivée), range le département parmi les dix derniers de la Grèce (9,2), celui de la consommation d'engrais (engrais consommés/surface cultivée) lui donne l'avant dernière place (5,1) et ce n'est que pour le taux d'irrigation que son pourcentage est de peu inférieur à celui de la moyenne nationale (12,3 % contre 13 %). Les indices de densité de la population rangent aussi les éparchies du Metsovo, du Poghoni et de la Konitsa parmi les

31. Comme par exemple, pour ne citer qu'une pratique étroitement liée à notre sujet, l'obligation du don, constitutif d'autorité (et de relations de clientèle), chez les Valaques essentiellement. Voir, G. Vranoussi, «Croyances et pratiques relatives à l'obligation de donner chez les populations du Nord-Ouest de la Grèce», in *Travaux du Ier Congrès International de Folklore* (1937), Tours, 1938. Sur les évergètes (bienfaiteurs) épirotes, voir en particulier: Ι. Λαμπρίδης, *Ἠπειρωτικὰ ἀγαθοεργήματα καὶ ἄλλα δημοσιεύματα*, Ἰωάννινα 1890, ἐπανέκδ. E.H.M., 1971 (I. Lambridis, *Actes de bienfaisance épirotes et autres publications*, Jannina 1890, rééd. de la Société d'Etudes Epirotes, 1971).

32. V. son article «Problèmes sociologiques du progrès agricole en Grèce», *Economie Rurale*, 41, 1959, (pp. 58-61).

33. Voir N. Πατσέλης, «Οἱ πολιτικοὶ ἄνδρες τῆς Ἠπείρου», *Ἠπειρωτικὴ Ἑστία*, 1959 (N. Patselis, «Les hommes politiques de l'Epire», *Epirotiki Estia*, 1959) où l'auteur retrace la biographie de 17 épirotes illustres du XIXe siècle.

34. V. B. Kayser, K. Thomson et al., *Atlas économique et social de la Grèce*, Centre de Sciences Sociales d'Athènes,Centre de Recherches Economiques, Office Statistique Grec, Athènes, 1964 (Données de 1961).

moins peuplées de Grèce: 23,1, 17,2 et 15,7 hab./km², respectivement, tandis que pour la Dodone l'indice est de 40,0 contre une moyenne nationale de 64,1. Toutefois, le taux de natalité demeure supérieur à celui de l'ensemble du pays (22,0‰ contre 19,6‰), mais l'accroissement de la population est annulé par un taux d'émigration particulièrement élevé: 17,2‰ en 1962, contre 9,6‰ pour la Grèce entrière. L'évolution de la population, déficitaire entre 1940 et 1951 (−5,4%), est à peine positive la décennie suivante (+1,0%), tandis que les pourcentages de jeunes de moins de 14 ans et ceux de l'analphabétisme, montrent qu'on a à faire à une population encore relativement jeune (30,8 % contre une moyenne nationale de 26,6 %), mais moins jeune pourtant que dans l'ensemble de l'Epire (34,0 %) et assez scolarisée (17,9 % contre 20,1 %).

Ces moyennes départementales couvrent en réalité une large disparité d'une commune à l'autre ce que prouve la distribution des variables que nous avons utilisées au niveau communal :

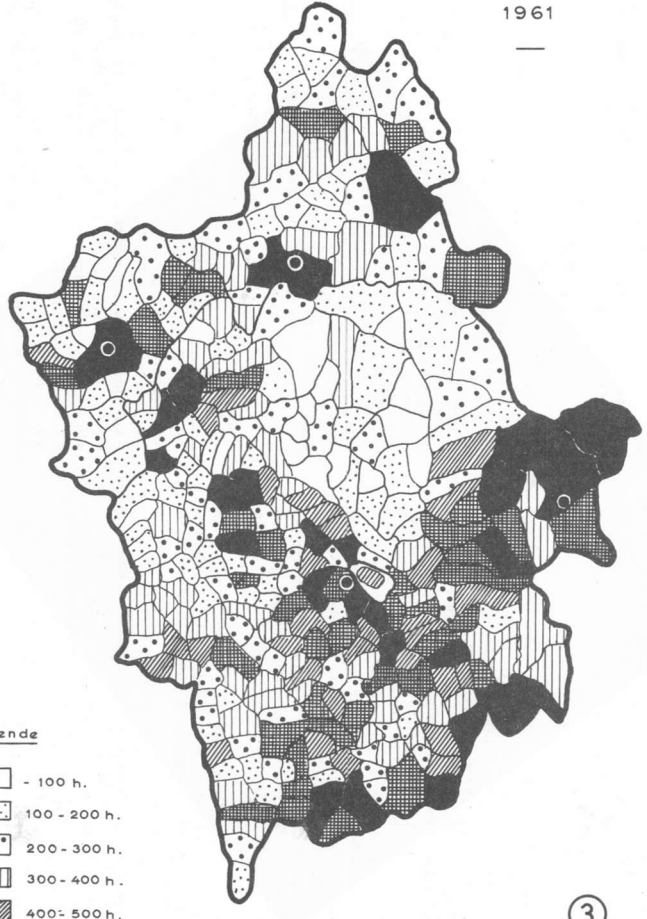
- L'évolution de la population entre 1940 et 1951 crédite d'une augmentation supérieure à 5 % , 86 (28,2 %) seulement de nos communes, alors que 96 (31,4 %) sont stagnantes ou régressent (de +4,9% à −15%) et que 123 (40,3%) subissent une très forte régression de plus de 15% de leur population (moyenne rurale du département: −14%). Plus particulièrement touchés sont les villages de montagne, surtout ceux du Zaghori, de la Konitsa et des Kalarites, au sud du Metsovo, ainsi que les villages du Poghoni;
- pour la période 1951-1961, les mêmes catégories présentent la distribution suivante : 88 villages (29,8 %) progressent (de + de 5 %), 125 (42,3 %) sont stagnants ou régressent jusqu'à −15% et 82 (27,8%) régressent au delà de ce pourcentage (m.r: −1%). Ici, l'image de la répartition spatiale se renverse : la plupart des villages montagnards du Zaghori, du Malakassi et de la Konitsa voient leur population augmenter de plus de 6 %, mais celle du Poghoni continue sa chute, tandis qu'une grande partie des Kourenta-Tsarkovista entame aussi une forte régression. Il faut noter que cette évolution est essentiellement fictive, car les recensements de 1951 et de 1961 sont ici biaisés par les évènements de la guerre civile (1946-49) : évacuation des villages de montagne vers les villes (Jannina en premier lieu qui, entre 1940 et 1951, voit augmenter sa population de 47 %) et leur repeuplement progressif à partir de 1951 ;
- plus sûres, dans le domaine de l'équilibre démographique communal sont les données concernant la structure d'âges en 1961. Les taux de la tranche d'âge des moins de 14 ans sont ainsi répartis : 25 villages (8,0 %) présentent un pourcentage de jeunes de plus de 41 % dans l'ensemble de la population, 50 (16,0 %) entre 36 et 40 %, 87 (27,9%) entre 31 et 35 %, 71 (22,8 %) entre 26 et 30 %, 46 (14,8 %) entre 21 et 25 % et 32 (10,2 %) moins de 20 % (m.r : 31 %). La carte n° 4 montre la répartition spatiale de cette variable : les régions particulièrement «jeunes» du département sont celles du Metsovo, des Kalarites, du sud des Kourenta-Tsarkovista, ainsi qu'une partie de la Konitsa et de la région située au nord de la ville de Jannina. En revanche, le nord des Kourenta-Tsarkovista, la région du Poghoni et, surtout, celle du Zaghori subissent un véritable effondrement démographique;
- nous avons retenu un autre indicateur de l'équilibre démographique des communes : le rapport numérique entre hommes et femmes; il fournit une image sensiblement de même nature. Le taux de la population féminine (m.r.: 55 %), est de −52% dans 84 villages (27,0%), entre 53 et 56% dans 94 villages (30,2 %), entre 57 et 60 % dans 94 villages (30,2 %) et supérieur à 61 % dans 39 villages (12,5 %). La configuration écologique de cette variable recoupe en gros celle de la population vieillie, à l'exception de certains villages au sud du Metsovo et des Kourenta-Tsarkovista qui malgré le dynamisme de leur structure d'âges présentent un taux élevé de population féminine, ainsi que de la région du Zaghori où se produit le phénomène inverse : vieillissement de la population mais aussi maintien d'un certain équilibre entre population masculine et féminе;
- la distribution par effectif de la population (voir carte n° 3) révèle que la majorité de nos communes sont de taille moyenne, comprenant entre 200 et 500 hab. C'est le cas de 125 villages (42,3%), contre 88 villages (29,8%) qui ont moins de 200 hab. et 82 villages (27,8%) dont la population dépasse 500 hab. Cette variable aussi recoupe essentiellement celle de la structure d'âges pour ce qu'est de la répartition spatiale: les grosses communes ont tendance à se concentrer dans le sud-est du département (Metsovo et la région sud de Jannina). En revanche le Zaghori, le Poghoni et la région ouest de Jannina possèdent de petites ou très petites communes, ainsi que les régions de la Konitsa et du sud-ouest des Kourenta-Tsarkovista, ces dernières malgré le dynamisme démographique de la majorité de leurs villages;
- les données que nous possédons sur l'analphabétisme font ressortir de très grands contrastes d'une commune à l'autre. Ici, nous avons retenu deux indicateurs, analphabétisme général (ensemble de la population de plus de 10 ans) et analphabétisme jeune (analphabètes de 10 à 44 ans). Voici la distribution de ces deux variables (en 1961, comme pour le reste de nos données): l'analphabétisme général (m.r.: 19%) est de moins de 10% dans 23 villages (7,4%), de 11 à 15% dans 36 villages (11,5%) de 16 à 20% dans 72 villages (23,1 %), de 21 à 25% dans 88 villages (28,3%), de 26 à 30% dans 55 villages (17,7 %) et de plus de 31% dans 37 villages (11,7 %). L'analphabétisme jeune (m.r.: 9 %): moins de 2 % dans 43 villages (13,8 %), de 3 à 5 % dans 71 villages (22,8%), de 6 à 8 % dans 57 villages (18,3 %), de 9 à 11 % dans 61 villages (19,6 %), de 12 à 14 % dans 34 villages (10, 9%), et de plus de 15 % dans 45 villages (14,4 %). Dans ce cas aussi, la répartition spatiale fait apparaitre l'axe fondamental nord-ouest/sud-est qui sépare en gros les communes montagnardes des communes de plaine: le Zaghori, la Konitsa et, dans une moindre mesure, le Metsovo, ainsi que quelques villages dans les Kalarites et le Poghoni présentent des taux très bas d'analphabétisme général, souvenir lointain de leur ancienne tradition culturelle. La carte de l'analphabétisme jeune (voir carte n° 5) confirme et prolonge cette répartition dans les nouvelles générations: l'axe nord-ouest/sud-est se maintient, mais de nombreuses communes dans la moitié sud du département lui font exception, ce qui signale une certaine ouverture des villages de plaine à l'instruction dans l'après-guerre;
- enfin, un dernier indicateur, celui de l'altitude, répartit nos villages en villages montagnards situés à plus de 800 m (100 villages, soit 31,7 %), villages semi-montagnards situés entre 600 et 800 m. (89 villages, soit 28,4 %) et villages de plaine situés au dessous de 600 m. (124 villages, soit 39,6 %). L'axe nord-ouest/sud-est est particulièrement net (voir carte n° 2).

Ces indications dans leur ensemble (à l'exception de celles qui portent sur l'évolution de la population, non prises en considération en raison de leur caractère en partie artificiel) convergent pour séparer nos communes

ZONES D'ALTITUDE

②

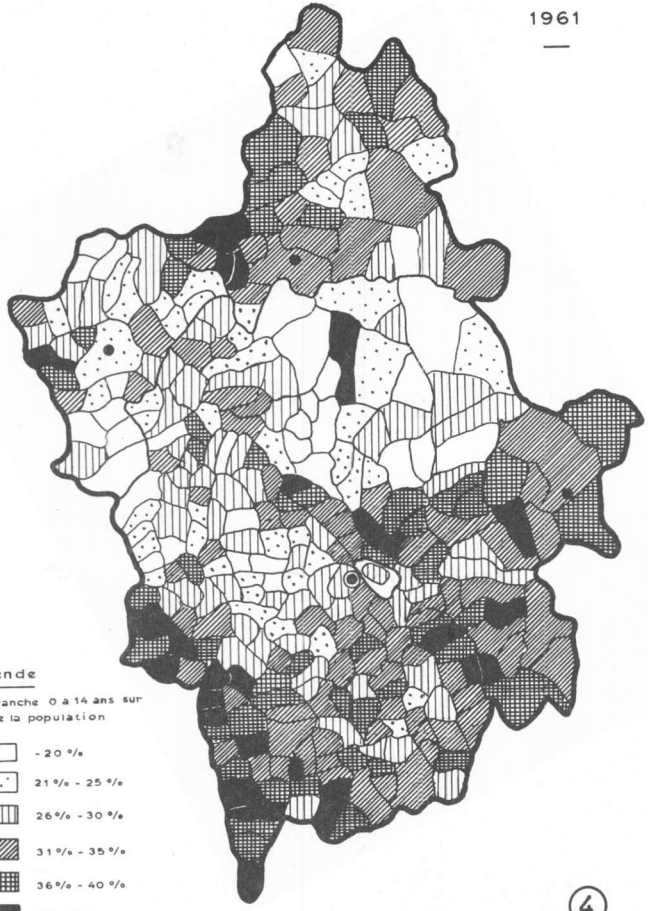
TAILLE DES COMMUNES 1961



③

STRUCTURE D' AGES

1961

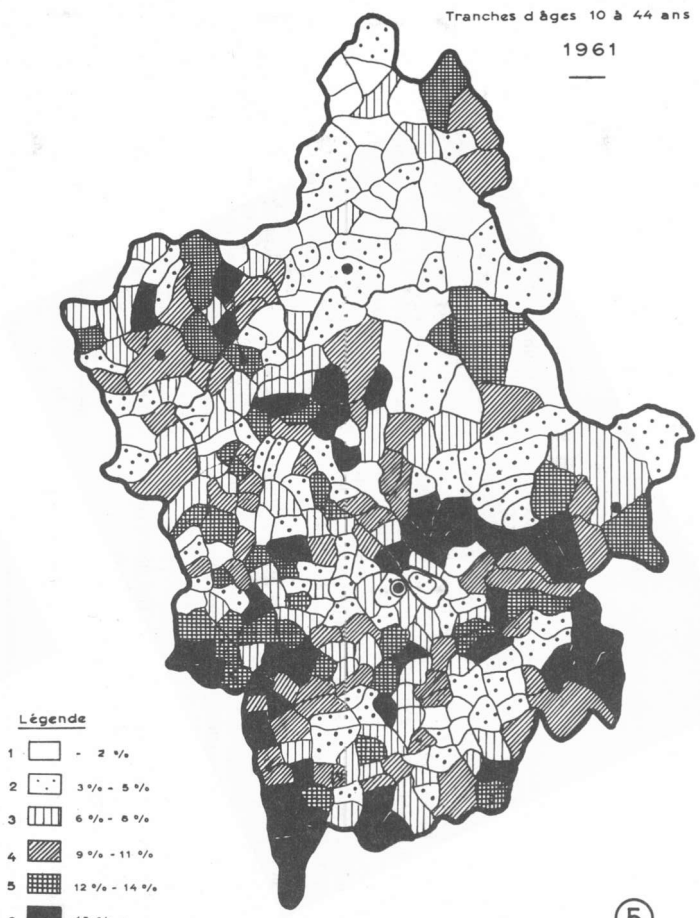


4

TAUX D'ANALPHABETISME

Tranches d âges 10 à 44 ans

1961



5

en deux grands ensembles: communes de montagne à population en général réduite et vieillie, à forte présence féminine; communes de plaine à effectifs plus importants, population plutôt jeune et plus ou moins équilibrée pour ce qui est du rapport hommes/femmes. Aux premières s'associent en majorité des taux peu élevés d'analphabétisme général et jeune. Bien sûr, il ne s'agit là que d'une approximation. Les tris croisés à deux, et à trois variables auxquels nous avons soumis ces données (et dont nous ne reproduisons pas ici les tableaux faute de place, ce qui est le cas aussi pour une grande partie de la cartographie) apportent, en effet, bien des corrections et des raffinements à ce premier schéma, en établissant, ici, un «lien de causalité» direct, en modulant, ailleurs, une association à première vue très étroite. Nous verrons les plus significatives de ces interactions dans la dernière partie de cet article.

IV. Constitution et dépérissement du fief électoral: comportement électoral et situation socio-démographique des communes

a) *La concentration communale du vote «personnalisé»*

Une première indication de l'implantation «féodale» des candidats nous est fournie par la très forte concentration de leurs voix dans certaines communes de la circonscription. Comme nous l'avons déjà souligné, cette concentration peut aller jusqu'à 100% des suffrages exprimés du village, elle intervient indépendamment de la force globale du candidat et elle prend, dans certains cas, des formes spatiales caractéristiques: autour d'un noyau central, constitué par l'acropole du fief individuel ou le fief individuel proprement dit (appelés dorénavant AF et F), sont disposées, par ordre décroissant du pourcentage des voix obtenues, des aires électorales où la présence du candidat est soit suffisamment forte pour qu'il revendique l'hégémonie dans la commune (R), soit partagée avec plusieurs autres candidats (IP), soit sans influence notable (SI).[35] Cette concentration des voix au cours d'une consultation électorale n'offre qu'une présomption de l'existance de relations de clientèle, car elle peut être purement conjoncturelle. D'ailleurs, son absence ne signifie pas nécessairement que ces relations n'existent pas dans la commune, étant donné que plusieurs villages, comme nous le verrons par la suite, présentent un score de fidélité élevé, tout en partageant cette dernière entre deux, trois et parfois même quatre candidats. Toutefois, l'examen de l'évolution de la concentration des voix d'un scrutin à l'autre, peut, dans un premier temps, nous apporter quelques renseignements utiles.

Le tableau II fournit la liste des candidats qui se sont affrontés entre 1956 et 1964 dans la circonscription de Jannina, leur appartenance politique, les voix recueillies, le nombre des communes-fiefs détenues (plus de 40% des voix) ainsi qu'un indice d'«implantation locale» censé mesurer l'ampleur et l'intensité des voix personnalisées. Ce tableau confirme le caractère essentiellement dualiste de la compétition dont nous avons fait état plus haut (compétition qui, d'ailleurs, ne met pas nécessairement face à face des représentants de partis opposés), le nombre des candidats qui ont une chance d'être élus ne dépassant pas la quinzaine à chaque scrutin, pour sept sièges à pourvoir. Le reste des candidats sont soit des candidats occasionnels, soit des «figurants», ajoutés sur la liste du parti afin de garantir la victoire des principaux candidats en procurant à ce dernier quelques centaines de voix supplémentaires. Le renversement de la Majorité qui survient en 1963 se traduit ici dans le renouvellement relatif du personnel politique et, surtout, dans le recul considérable du nombre des fiefs individuels détenus par les candidats gouvernementaux. Ce recul, graduel entre 1956 et 1961, fait place à un véritable effondrement en 1963 et en 1964 que l'indice d'implantation locale met particulièrement en relief. Pourtant, l'indice en question (exprimant la part des voix que représentent les électeurs des fiefs individuels dans la force électorale globale du candidat) régresse, en règle générale, moins fortement que le nombre des fiefs individuels ce qui confirme l'existence d'un «noyau dur» parmi ces derniers qui résiste plus longtemps que les autres tout en procurant une part non négligeable des votes à leurs détenteurs jusqu'en 1964: pour ne donner que deux exemples: huit communes seulement fournissent en 1964 15% de sa force globale à Averof, là où, en 1956 il en fallait 42 pour couvrir 42% de ses voix, quatre communes assurent 8% des voix à Derdemezis en 1964, au moment où 57 communes ne lui fournissaient en 1956 que 33% de ses voix.

L'indice d'implantation locale est entaché de plusieurs imperfections qui se résument notamment dans le fait qu'il ne tient pas compte de la contiguïté spatiale de la concentration, qu'il minimise l'importance de l'implantation des candidats secondaires dont la zone d'influence est aussi très fortement localisée, mais ne dépasse qu'exceptionnellement le seuil de 40%, qu'il ne saisit pas, enfin, les aspects fidélité et permanence du fief personnel; malgré ces inconvénients, il établit un ordre de grandeur assez fiable entre candidats et entre partis pour ce qui est de l'importance des voix «personnalisées» recueillies en bloc lors de chaque scrutin.

En ce qui concerne les partis, cela nous permet d'avoir une idée de l'évolution globale du phénomène au niveau de la circonscription, ainsi que de l'impact de l'élément personnel sur la constitution de leurs appareils départementaux. Le tableau III présente, pour les cinq scrutins, la répartition de l'ensemble des communes-

35. Pour le traitement statistique de ces catégories, leurs seuils respectifs ont été établis comme suit: AF, plus de 60% des suffrages exprimés de la commune, F, de 40 à 59%, R, de 30 à 39%, IP, de 10 à 29% et SI, moins de 10%.

TABLEAU II. *Les candidats: suffrages, fiefs individuels et indice d'implantation locale*

N° Candidats[1]	Formation Politique	1956[2]		1958		1961		1963		1964		Indice implantation locale[3]				
		Suff.	F.I:	Suff.	F.I.:	Suff.	F.I.:	Suff.	F.I:	Suff.	F.I.:	1956	1958	1961	1963	1964
1. E. Averof	ERE	12380*	42	13764*	26	22326*	45	13655*	12	12264*	8	0,42	0,28	0,41	0,19	0,15
2. A. Derdemezis	ERE/Centre[4]	12515*	57	8989*	13	5933*	3	5642*	5	5598*	4	0,33	0,15	0,5	0,9	0,8
3. D. Ioannou	ERE	6530*	20	7549*	12	12462*	15	7260*	4	7208*	6	0,25	0,16	0,14	0,10	0,10
4. I. Papapetros	ERE	1901	8	2540	10	1402*	1	1198	0	960	0	0,40	0,30	0,23	0	0
5. K. Frontzos	ERE/Centre[5]	3444*	23	6461*	33	9277*	18	3947	4	4036	5	0,58	0,58	0,18	0,11	0,10
6. S. Venetis	Centre	2256	4	1549	2	1253	1	1927	1	—	—	0,14	0,7	0,4	0,3	—
7. A. Konstantinidis	Centre	1252	1	879	0	1088	0	1024	0	—	—	0,15	0,15	0	0	—
8. G. Melanidis	Centre	5794*	6	—	—	2077	0	3861	0	4932	0	0,13	—	0	0	0
9. G. Palaskas	DE/K.Pr.[6]	4600*	3	296	0	—	—	—	—	—	—	0,9	0	—	—	—
10. S. Panouris	Centre/ERE[7]	1349	0	1038	0	1127	0	—	—	—	—	0	0	0	—	—
11. A. Papadopoulos	K.Pr.	1188	1	1356	1	4903*	1	1355	1	—	—	0,20	0,13	0,7	0,20	—
12. E. Zotos	ERE	1462	2	—	—	—	—	—	—	—	—	0,15	—	—	—	—
13. K. Kazatzi	ERE	1125	1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,13	—	—	—	—
14. V. Avgeropoulos	DE	1635	2	—	—	—	—	—	—	—	—	0,15	—	—	—	—
15. D. Botsaris	DE	1288	0	—	—	—	—	—	—	—	—	0	—	—	—	—
16. E. Fakatselis	K.Pr.	263	1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,13	—	—	—	—
17. Ch. Koussios	K.Pr.	194	1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,35	—	—	—	—
18. K. Palios	ERE	—	—	7173*	15	6334*	5	4763*	2	—	—	—	0,12	0,5	0,4	—
19. S. Papamoschos	K.Pr/ERE[8]	—	—	76	0	110	1	—	—	—	—	—	0	0,34	—	—
20. K. Stamatakis	K.Pr.	—	—	123	0	—	—	228	0	—	—	—	0	—	0	—
21. N. Skopoulis	EDA	—	—	9469*	5	5539	0	6416	0	7227*	1	—	0,8	0	0	0,1
22. M. Christogiorgos	EDA	—	—	2559*	1	1316	0	935	0	453	0	—	0,2	0	0	0
23. K. Mitrokostas	ERE	—	—	3821	5	—	—	—	—	—	—	—	0,13	—	—	—
24. V. Baltoyannis	ERE/K.Pr.[9]	—	—	945	0	—	—	325	0	—	—	—	0	—	0	—
25. Ch. Karatzenis	Centre	—	—	1810	2	2789	1	—	—	—	—	—	0,37	0,22	—	—
26. S. Dimaratos	Centre	—	—	1020	1	—	—	—	—	—	—	—	0,9	—	—	—
27. D. Kitsias	EDA	—	—	732	1	—	—	—	—	—	—	—	0,18	—	—	—
28. K. Tzovas	K.Pr.	—	—	254	1	—	—	—	—	—	—	—	0,22	—	—	—
29. S. Vardaloukas	Centre	—	—	—	—	4806	1	7482*	5	9052*	5	—	—	0,2	0,5	0,6
30. E. Kolovos	EDA	—	—	—	—	427	0	1021	0	499	0	—	—	0	0	0
31. A. Loras	Centre	—	—	—	—	—	—	4221*	1	8188*	11	—	—	—	0,1	0,10
32. G. Mylonas	Centre	—	—	—	—	—	—	7554*	2	7537*	1	—	—	—	0,2	0
33. I. Sygounas	Centre	—	—	—	—	—	—	3367	4	3098	2	—	—	—	0,14	0,5
34. N. Barkis	ERE	—	—	—	—	—	—	3721	4	3763	8	—	—	—	0,6	0,10
35. S. Vamvetsos	EDA	—	—	—	—	—	—	1043	0	289	0	—	—	—	0	0
36. E. Vollas	K.Pr:	—	—	—	—	—	—	809	0	796	0	—	—	—	0	0
37. L. Kyritsis	EDA	—	—	—	—	—	—	548	0	577	0	—	—	—	0	0
38. N. Aryiannis	K.Pr.	—	—	—	—	—	—	204	0	703	0	—	—	—	0	0
39. P. Bayias	Centre	—	—	—	—	—	—	—	—	899	1	—	—	—	—	0,8
40. P. Apostolidis	EDA	—	—	—	—	—	—	—	—	1121	0	—	—	—	—	0

*Candidat élu.

1 Cette liste comprend tous les candidats qui se sont présentés au moins à deux scrutins, consécutifs ou non. Parmi les autres, nous n'avons retenu que ceux qui recueillent plus de 800 voix, ainsi que ceux qui, indépendemment des voix obtenues, ont une importante présence locale (détention d'au moins un fief).

2. En 1956, le département de Jannina, forme une circonscription commune avec le département de Thesprotie. Nous ne tenons compte ici que des candidats implantés dans le premier.

3. Cet indice représente le rapport entre les voix recueillies par le candidat dans ses communes-fiefs (+40%) et le total de ses voix dans l'ensemble du département.

4. 1956 ERE, 1958 et 1961 Centre, 1963 et 1964 ERE.

5. 1956, 1958, 1961 et 1963 ERE, 1964 Centre.

6. 1956 DE, 1968 K.Pr.

7. 1956 DE, 1958 Centre, 1961 ERE.

8. 1958 K.Pr., 1961 ERE.

9. 1958 ERE., 1963 K.Pr.

TABLEAU III. *Les fiefs individuels, indice d'implantation locale et indice d'«organisation départementale personnalisée»*

Partis	Communes-Fiefs[1]					Indice Implant. Locale[2]					Indice «Organ. Dép. Person.»[3]				
	1956	1958	1961	1963	1964	1956	1958	1961	1963	1964	1956	1958	1961	1963	1964
ERE	153	101	85	31	26	33,7	25,7	22,2	11,2	10,5	32,3	22,4	19,3	8,4	8,6
K.Pr.	3	2	1	1	0	15,4	9,2	5,8	8,3		9,7	5,0	7,0	2,9	0
Centre	11	18	6	13	25	9,8	11,0		3,7	5,2	7,0	11,9	5,5	3,6	5,6
EDA	5	7	0	0	1		6,4	0	0	0	12,0	4,0	0	0	0
T	172	128	92	45	52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

1. Les communes-fiefs individuels sont attribuées aux partis par l'intermédiaire de leurs candidats même s'il s'agit de coalition électorale.
2. Il s'agit du rapport entre la somme des voix recueillies par les candidats du parti dans leurs communes-fiefs individuels et l'ensemble des voix de ce dernier (ou de la coalition) dans la circonscription électorale.
3. Cet indice représente la moyenne arithmétique des indices d'implantation locale de l'ensemble des candidats du parti.

fiefs individuels entre les partis, l'indice de leur implantation locale globale, ainsi qu'un indice d'«organisation départementale personnalisée» de ces partis, le dernier de ces indices mesurant l'importance de la présence dans l'appareil départemental du parti des candidats fortement implantés dans des communes-fiefs.

Le tableau III, aussi, met en relief les incidences de la rupture de 1963 sur les formes de la compétition électorale: le nombre des communes-fiefs baisse pour le parti de l'ERE de près des deux-tiers par rapport à 1961, l'indice de son implantation locale est réduit de moitié, l'indice de son «organisation départementale personnalisée» recule de plus de la moitié. Ce sont là les répercussions du changement gouvernemental, de la relative libéralisation politique que connaît la Grèce pendant cette période et du passage des postes-clés de l'administration locale entre les mains du parti du Centre. Un renforcement de l'emprise locale de ce dernier est sensible à partir de 1963 sur tous les plans, elle est loin, cependant, d'atteindre les niveaux de l'ERE entre 1956 et 1961. Le K.Pr. semble disposer d'assises locales assez fortement implantées bien que pour lui aussi les indices régressent entre 1956 et 1964, tandis que l'EDA voit ses scores de 1956 et 1958, déjà peu importants, s'annihiler complètement après 1961. Autre indication significative fournie par ce tableau: malgré l'augmentation considérable des voix recueillies par l'ERE au cours du scrutin de 1961 (voir Tableau I), son indice d'implantation locale continue à régresser progressivement, ce que confirme l'indice d'implantation locale de chacun de ses candidats, D. Ioannou et K. Frontzos notamment; le cas de E. Averof fait ici étrangement exception (voir tableau II).

b) *Les fiefs: formes de distribution écologique et évolution*

La lecture des cartes de la distribution écologique des fiefs électoraux pour chaque candidat,[36] rend toute sa portée au phénomène de la concentration communale des voix «personnalisées» en révélant des contiguïtés dans l'espace et des continuités dans le temps extrêmement significatives. Elle nous renseigne aussi sur les points comuns et sur les différences de règles selon lesquelles se déroule le jeu électoral entre candidats gouvernementaux et candidats d'opposition ou entre grands «seigneurs» et postulants mineurs, ainsi que sur les formes spatiales que prend l'implantation «féodale», formes qui nous autorisent à déduire l'existance probable de certains types de relations de clientèle plutôt que d'autres.

Un premier examen comparatif de ces cartes montre que les formes de la distribution spatiale des voix des candidats se répartissent en trois grandes catégories: la forme concentrique, la forme nodale et la forme dispersion plus ou moins équilibrée sur toute la surface du département. Une assez nette tendance à l'évolution des deux premières formes vers la troisième, se dessine au cours de la période examinée;[37] d'un scrutin à l'autre tous les candidats semblent chercher à diversifier et à équilibrer leurs points d'appui locaux. A l'intérieur de ces catégories prennent place aussi bien les candidats gouvernementaux que les candidats d'opposition, les postulants «sérieux» que les «figurants».

1. Cas le plus typique de la forme concentrique, de loin la plus fournie, la distribution de la force électorale de E. Averof et de K. Frontzos se déploie à partir d'un foyer central: les

36. Malheuresement il a été impossible, faute de place, de reproduire ici l'ensemble de ces cartes. Nous nous limitons à un choix parmi les plus représentatives.

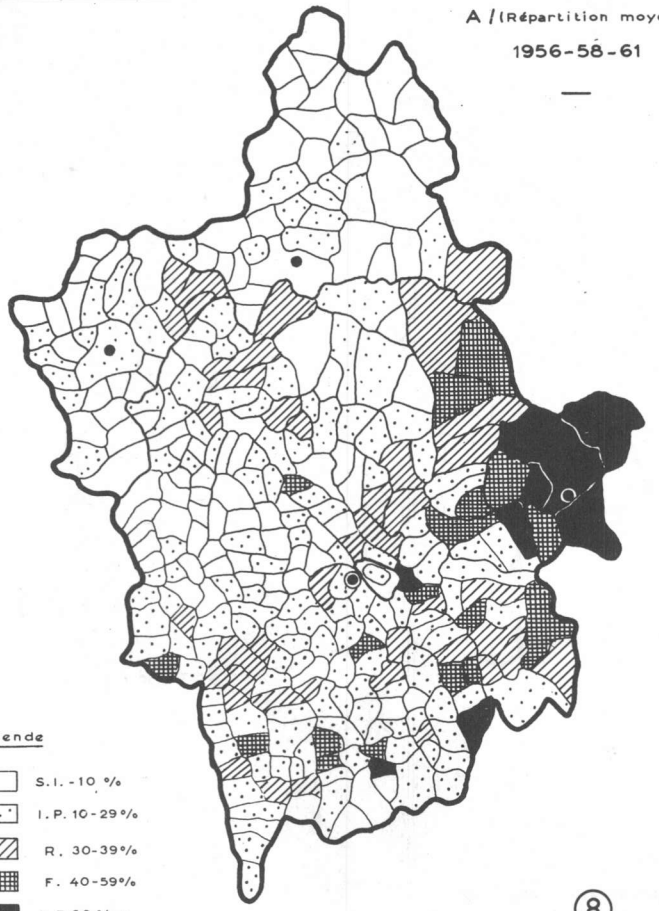
37. Pour réduire le nombre des cartes tout en tenant compte de la rupture en 1963 nous avons dû regrouper les cinq scrutins en deux unités: d'une part les élections de 1956, 1958 et 1961, de l'autre celles de 1963 et 1964. Chacune de ces unités est représentée par une carte (A et B) qui donne la répartition communale moyenne des voix du candidat au cours de ces scrutins. Seuls les candidats qui ont changé d'allégeance politique pendant cette période ont eu droit à plusieurs cartes afin d'étudier l'impact de ce facteur supplémentaire.

FIEFS ELECTORAUX

E. AVEROF (E.R.E.)

A / (Répartition moyenne)

1956-58-61



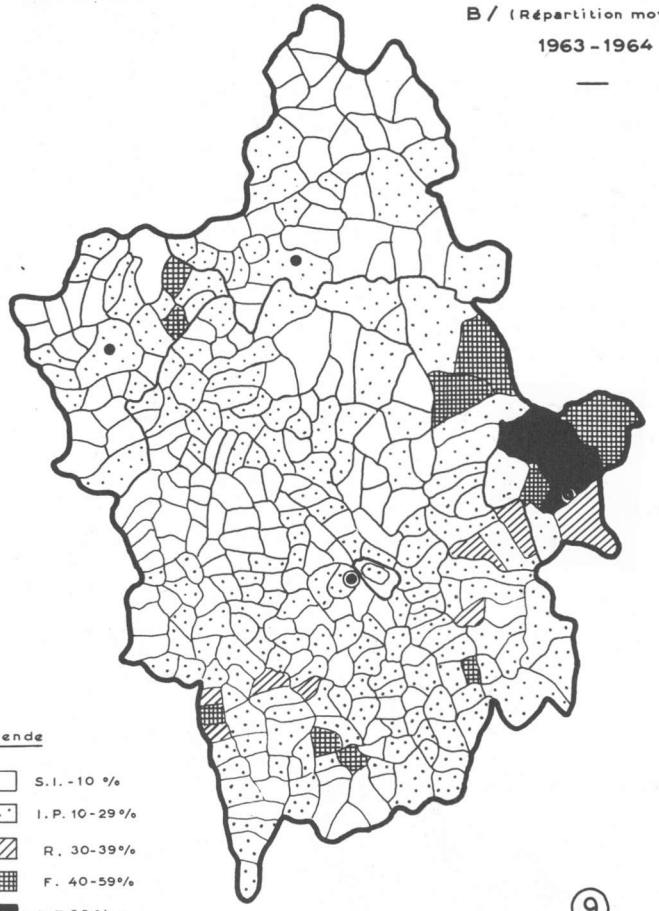
(8)

FIEFS ELECTORAUX

E. AVEROF (E.R.E.)

B / (Répartition moyenne)

1963-1964



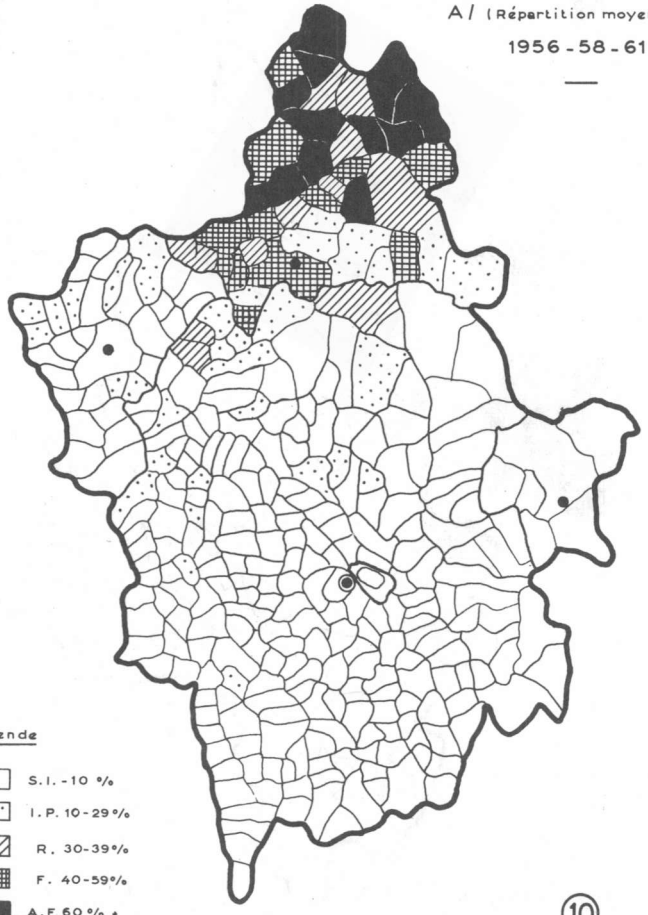
(9)

FIEFS ELECTORAUX

K. FRONTZOS (E.R.E.)

A/ (Répartition moyenne)

1956 - 58 - 61



Légende

1 S.I. - 10 %

2 I.P. 10 - 29 %

3 R. 30 - 39 %

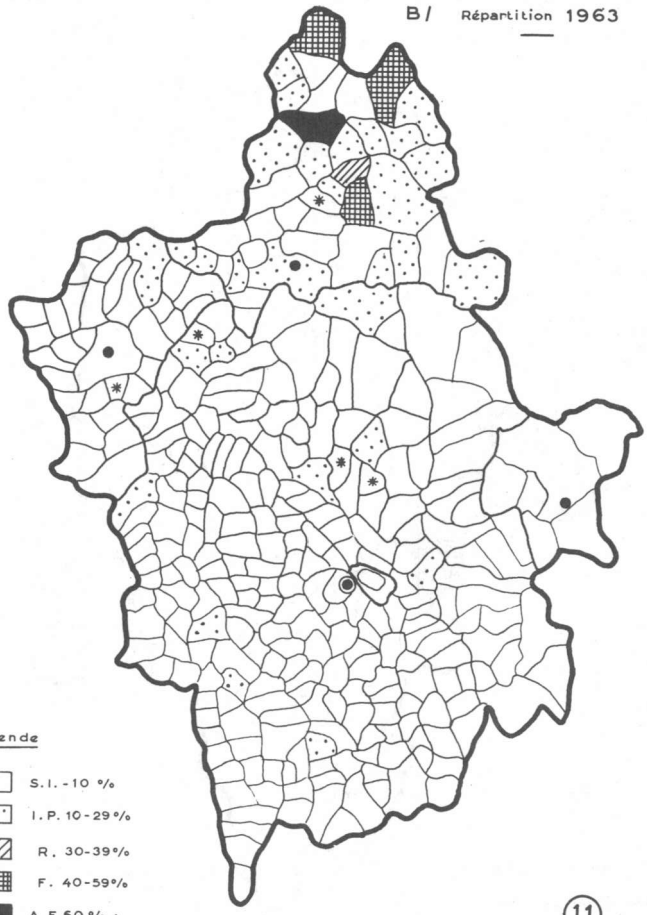
4 F. 40 - 59 %

5 A.F. 60 % +

FIEFS ELECTORAUX

K. FRONTZOS (E,R.E.)

B/ Répartition 1963



Légende

1 S.I. - 10 %

2 I.P. 10 - 29 %

3 R. 30 - 39 %

4 F. 40 - 59 %

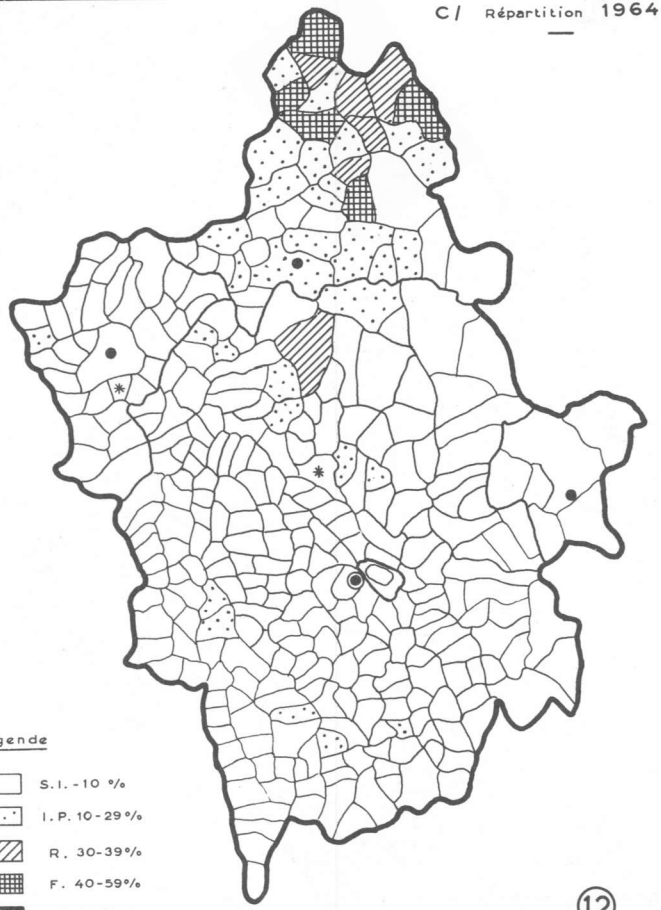
5 A.F. 60 % +

* manque de données

FIEFS ELECTORAUX

K. FRONTZOS (E.K.) FIEFS ELECTORAUX

C/ Répartition 1964



Légende

1 S.I. -10 %
2 I.P. 10-29 %
3 R. 30-39 %
4 F. 40-59 %
5 A.F. 60 % +

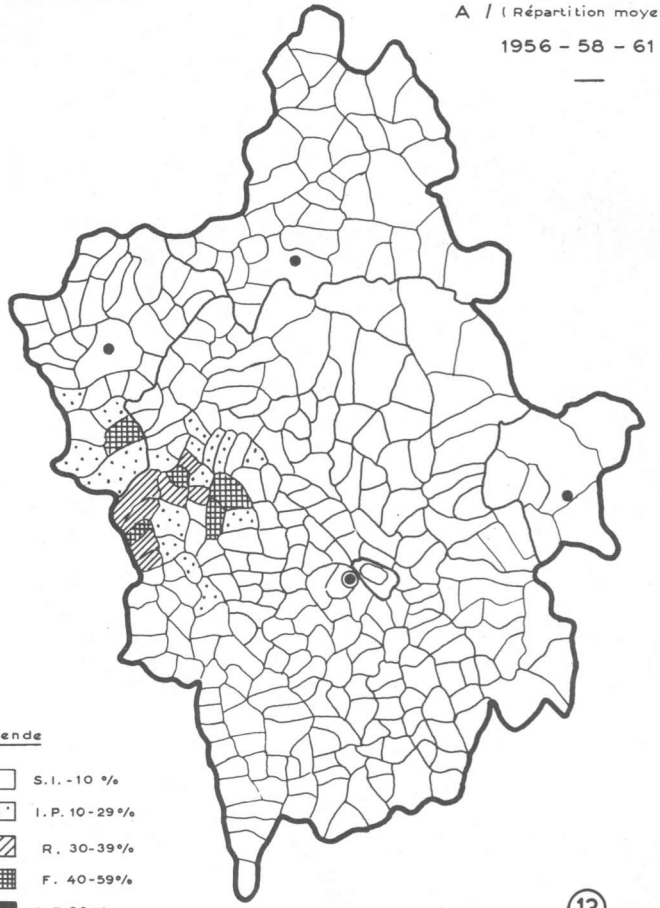
* manque de données

12

I. PAPAPETROS (E.R.E.)

A / (Répartition moyenne)

1956 - 58 - 61



Légende

1 S.I. -10 %
2 I.P. 10-29 %
3 R. 30-39 %
4 F. 40-59 %
5 A.F. 60 % +

13

FIEFS ELECTORAUX

G.MELANIDES (D.E-E.K)

A / (répartition moyenne)

1956 – 61

Légende

1 S.I. - 10 %

2 I.P. 10-29 %

3 R. 30-39 %

4 F. 40-59 %

5 A.F. 60 % +

14

FIEFS ELECTORAUX

G. MELANIDES (E.K.)

B / (Répartition moyenne)

1963 - 1964

Légende

1 S.I. - 10 %

2 I.P. 10-29 %

3 R. 30-39 %

4 F. 40-59 %

5 A.F. 60 % +

15

FIEFS ELECTORAUX

A.LORAS (E.K.)

(Répartition moyenne)

1963 - 1964

16

FIEFS ELECTORAUX

I. SYGOUNAS (E.K.)

(Répartition moyenne)

1963 - 1964

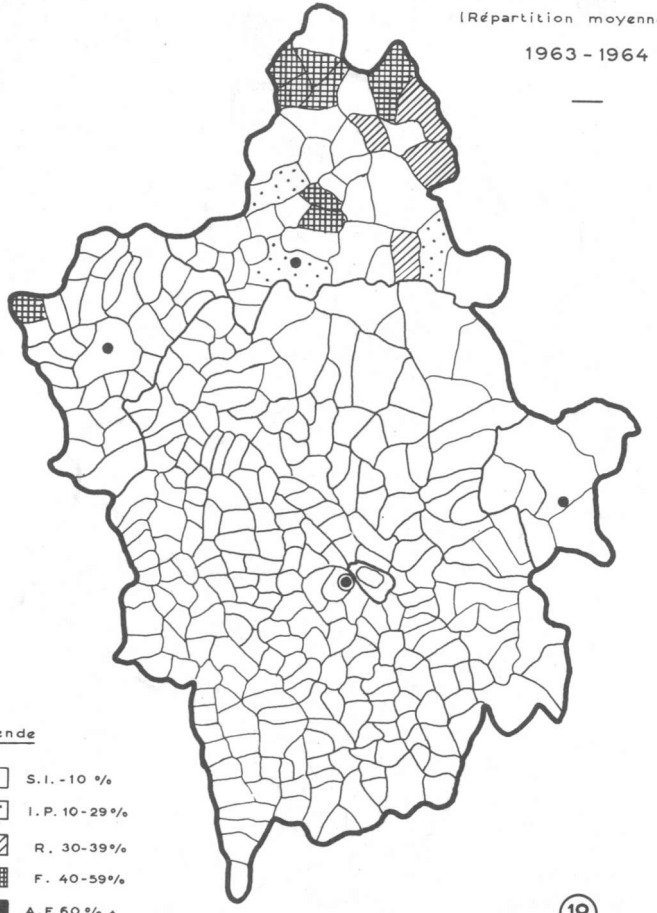
17

FIEFS ELECTORAUX

N. BARKIS (E.R.E)

(Répartition moyenne)

1963 - 1964



Légende

1 S.I. - 10 %

2 I.P. 10 - 29 %

3 R. 30 - 39 %

4 F. 40 - 59 %

5 A.F. 60 % +

FIEFS ELECTORAUX

CH. KARATZENIS (K.F.-E.K.)

(Répartition moyenne)

1958 - 1961

Légende

1 S.I. - 10 %

2 I.P. 10 - 29 %

3 R. 30 - 39 %

4 F. 40 - 59 %

5 A.F. 60 % +

villages du Metsovo pour le premier, les villages de la Konitsa pour le second (voir cartes n°s 8, 9, 10, 11 et 12). Les frontières de ces deux «sous-circonscriptions» électorales se confondent plus ou moins avec les frontières administratives des éparchies correspondantes; chacune dispose d'une acropole de fief: la bourgade de Metsovo (N° 291-292 dans l'Annexe I et sur la Carte 1) pour E. Averof et le village de Pyrsoghianni (N° 288) pour K. Frontzos, leurs pays natals respectifs. Seigneur incontesté dans le Metsovo et dans une partie du Zaghori-est et des Kalarites entre 1956 et 1961, (de 60 à 100% des voix), E. Averof voit, à partir de 1963, sa force électorale se décentraliser et se stabiliser dans la tranche des 10 à 29% sur toute la surface du département. K. Frontzos également, après avoir régné en monarque presque absolu dans la Konitsa entre 1956 et 1958 (60 à 100% des voix, sauf pour quelques communes où il est concurrencé par S. Vénétis), étend ses forces sur une bonne partie de la Dodone en 1961, pour s'effondrer subitement en 1963 au profit de N. Barkis. En 1964 il change d'allégeance politique en passant au Centre et regagne quelques uns de ses fiefs, mais la concurrence toujours forte de N. Barkis lui interdit encore une fois l'accès à son siège parlementaire.

I. Papapetros (carte n°13) est très fortement implanté, surtout entre 1956 et 1958, dans nombre de villages autour de Zitsa (n° 102), au centre ouest de la Dodone et au sud du Poghoni (50 à 70% des voix). En 1963-64 sont fief disparait sans laisser de traces. I Mitrokostas pendant sa courte apparition en 1958 établit un assez puissant fief dans les villages du sud du Metsovo (40 à 70% des voix), tandis que N. Barkis (carte n° 18), le concurrent de K. Frontzos en 1963 et 1964, concentre ses forces dans le nord surtout de la Konitsa (30 à 60% des voix).

Côté opposition, la forme concentrique est dominante pour le cas de S. Vénétis (Centre), A. Papadopoulos (K.Pr.), et I. Sygounas (Centre). Le premier, concurrençant K. Frontzos avant l'entrée en scène de N. Barkis, domine dans certains villages de la Konitsa, surtout Oxya (n° 281), à l'extrémité nord de l'éparchie (de 50 à 70% des voix). Le deuxième, unique candidat «sérieux» du Parti Progressiste dans la circonscription, a son fief dans le sud du département, Sklivani (n° 235) principalement (de 40 à 69% des voix). Le troisième (carte n° 17), très fortement localisé dans les villages autour de Kalarites (n° 111) où il recueille entre 30 et 59% des voix, établit ses assises locales à partir des anciens fiefs de E. Averof, K. Mitrokostas, I. Ioannou et Ch. Karatzénis.

Enfin, la presque totalité des candidats mineurs de tous les partis, disposent d'attaches locales très fidèles et très concentrées, même s'ils ne parviennent pas toujours à dépasser la «barre» des 40% des voix de la commune. Leurs pourcentages oscillent, en général, entre 15 et 39%, mais nombreux sont ceux qui disposent au moins d'un village-fief (40 à 70% des voix). Nous les énumérons rapidement, ainsi que leurs fiefs respectifs: A. Konstantinidis est solidement installé dans M. Ghotista (n° 166) au sud du Metsovo; S. Papamoschos, dans Raïkon (n° 222) près de Zitsa; E. Zotos, autour de Polydoron (n° 215) au sud-ouest du département; K. Kazantzi, dans Kalentzi (N° 110) au sud-est; V. Avgéropoulos, dans une pleiade de villages de la plaine au sud-ouest de la ville de Jannina; E. Fakatselis, dans les villages du nord-ouest du Poghoni, surtout Or. Xirovalton (n° 320); Ch. Koussios, dans la Konitsa, autour de Molista (n° 277) de même que S. Dimaratos, un peu plus au nord, autour de Vourbiani (N° 260); D. Kitsias est assez puissant dans quelques villages au nord de Zitsa, dans Chryssorachi surtout (N° 249), K. Tzovas, dans le Poghoni (Oraiokastron, n° 316); P. Bayas recrute essentiellement dans les villages de Parakalamos près de la frontière de Poghoni, Mavronoros en particulier (n° 165), P. Apostolidis autour de l'axe Jannina-Zitsa au nord-ouest de la capitale épirote, N. Ariyannis dans la Konitsa, V. Baltoyannis dans le sud de Jannina (Pedini, n° 199); E. Vallas établit sa zone d'influence au sud-est de Jannina, tandis que L. Kyritsis paraît assez puissant à Doliana (No 84) et dans quelques villages du Poghoni; Ch. Karatzenis, enfin, dispose d'une très puissante acropole dans le sud-est (Pramanda, n° 217) exerçant une attraction sur de nombreux villages des alentours (voir carte N° 19).

2. La forme nodale est essentiellement illustrée par les cas de A. Derdemezis, D. Ioannou et K. Palios. Détenteurs de nombreuses communes-fiefs (40 à 95% des voix) dispersées un peu partout dans le département et constituant de très forts pôles d'attraction pour les villages avoisinants, ces trois candidats voient, eux aussi, leur implantation locale s'effilocher après 1963. A. Derdemezis perd la majorité de ses fiefs dès 1958, avec son passage au parti du Centre: implanté dans plusieurs régions en 1956, notamment dans le sud-est et le sud-ouest de la Konitsa, dans le Zaghori, dans le Poghoni et, surtout, dans toute la partie sud-ouest du département, il ne conserve, au cours des scrutins suivants, que l'extrémité sud de cette dernière, où se situe son acropole de fief (Derviziana, N° 77). Les forces de D. Ioannou sont concentrées autour de quatre points: le Zaghori central et oriental, la partie de la plaine située au sud-ouest de Jannina, le Poghoni et surtout, les villages du sud-est, autour de Térovo (N° 239), son acropole; celles de K. Palios, beaucoup moins stables, autour du Zaghori central et oriental et dans le centre-ouest du département. La distribution des voix des deux candidats centristes, A. Loras et S. Vardaloukas, présente aussi une forme plutôt nodale. Ils entrent en scène le premier en 1961, le second en 1963, et s'affirment bientôt comme de nouveaux «seigneurs». A. Loras (voir carte 16) déploie ses forces à partir de certains points situés dans le Zaghori, le Malakassi et l'extrême sud du département où il enlève des fiefs à A. Derdemezis, à D. Ioannou et à K. Palios. Les voix de S. Vardaloukas, assez dispersées en 1961, se concentrent à partir de 1963 dans le Zaghori-est, dans quelques villages autour de Zitsa et dans le sud-est du département.

3. Enfin, la distribution des forces des dix candidats qui appartiennent, presque tous, aux partis de l'opposition, présente la forme d'une dispersion (de l'ordre de 10 à 29% des voix communales) plus ou moins équilibrement répartie sur l'ensemble du département: G. Melanidis (voir cartes 14 et 15), part, en 1956, d'une forme plutôt nodale (avec quelques points forts situés au nord-ouest de Jannina et autour de Doliana) pour arriver à une dispersion totale en 1961, 1963 et 1964, suivant ainsi une voie inverse de celle de S. Vardaloukas; G. Palaskas recueille en 1956 de nombreuses voix, essentiellement dans les villages de gauche de la Dodone, pour disparaître complètement en 1958 avec son passage au Parti Progressiste; S. Panouris, malgré la dispersion de ses voix, maintient sa force électorale intacte en passant en 1961 au parti de l'ERE; N. Skopoulis répartit ses forces dans l'ensemble des villages de plaine situés près de Jannina, de même que M. Christoghiorgos, quoique, ce dernier, soit un peu plus exclusivement orienté vers le nord-ouest de la Dodone. Très dispersées sont aussi les voix de E. Kolovos, D. Botsaris, S. Papamoschos et S. Vamvetsos, tandis que G. Mylonas, qui fait une entrée électorale imposante en 1963, étend sa zone d'influence dans presque toutes les localités du département.

Ce bref tour d'horizon des candidats et de leurs appuis locaux, suggèret-il l'existance de plusieurs types de relations de clientèle? Y-a-t-il rapport entre les formes invoquées de l'implantation «féodale» et le caractère des relations qu'entretient le candidat avec ses électeurs? Les cas de K. Frontzos et de A. Derdemezis qui changent d'allégeance politique au cours de ces scrutins (créant ainsi des conditions «expérimentales» idéales pour l'observation) nous permettent d'avancer une hypothèse qui rendrait compte de la frappante dissemblance de comportement de leurs électorats: en adhérant à l'EK, le premier emporte avec lui la totalité de ses fiefs, le second voit son empire électoral s'écrouler comme un château de cartes. Cette situation n'est pas sans rappeler la différence de comportement électoral observée par A. Siegfried au début du siècle entre le Maine et l'Anjou d'une part, la Bretagne de l'autre: la Bretagne a été acquise à la République grâce à la répartition des faveurs du député-Etat, contrairement aux deux premières régions soumises au pouvoir des seigneurs locaux.[38] La fidélité que les fiefs de K. Frontzos témoignent à son égard et leur retranchement à l'intérieur d'une zone rigoureusement délimitée prouvent que les liens de dépendance unissant le député à ces électeurs sont beaucoup plus anciens, plus diversifiés et plus solides, que ceux qui découleraient d'une occasionnelle faveur administrative, liens faisant de lui un vrai «seigneur social» de la région. Par contre, A. Derdemezis fait plutôt figure de «seigneur politique» en éparpillant ses assises locales (fort concentrées au niveau communal, mais fragiles) sur toute l'étendue du département, ce qui explique leur perte, une fois que le contrôle de la machine administrative locale lui a échappé. Tel semble être également le cas de tous les candidats dont la force électorale présente la forme nodale (en dehors de leurs A.F. où le plus souvent, ils dominent, eux aussi, en «seigneurs sociaux»), tandis que les candidats «concentriques» s'apparenteraient plutôt au type du «seigneur social» dont le fief (région entière, groupe de villages contigus, ou une seule commune) réunit les deux caractéristiques fondamentales qui composent la féodalité électorale typique: intensité d'implantation locale et fidélité à la fois.[39]

A ces formes d'emprise personnelle s'oppose un troisième type d'influence personnelle sur l'électorat villageois, influence qu'on pourrait appeler «socio-professionnelle»; il est illustré par le cas de N. Skopoulis. Ce «médecin des pauvres», comme on le surnommait à l'époque, gagne une partie de ses voix du fait de la distribution désintéressée de soins médicaux aux nécessiteux. Mais, ici, les effets purement moraux de relation de dépendance interpersonnelle, se confondent avec la popularité et ils ne semblent pas définir de vrais fiefs: si on leur reconnaît une stabilité certaine (de l'ordre de 10 à 29%) dans nombre des villages, le personnage-clé du médiateur local est en revanche absent puisqu'il s'agit de relations directes.

L'étude de l'évolution globale des fiefs électoraux entre 1956 et 1964, permet de distinguer sept catégories qui constituent autant de types de comportement électoral des unités communales: en effet, au cours de cette période une commune peut: 1) être un fief personnel stable (32 communes, soit 10,6%); 2) présenter une fidélité stable partagée entre plusieurs candidats (88 communes, soit 29,2 %); 3) être un fief personnel et changer de détenteur en cours de route (26 communes, soit 8,6 %); 4) décliner en tant que fief personnel (43 communes, soit 14,3 %); 5) décliner en tant que fief «pluraliste» (32 communes, soit 10,6 %); 6) faire une apparition tardive en tant que fief personnel (18 communes, soit 5,9%); ou 7) ne pas être un fief (62 communes, soit 20,5%).[40] La carte n° 6 montre la distribution spatiale de ces catégories (voir aussi Annexe I): on observe que les fiefs individuels restent stables essentiellement dans trois zones: le Metsovo (E. Averof) et une partie du Zaghori (E. Averof, D. Ioannou), la Konitsa du nord (K. Frontzos) et le sud de la Dodone (A. Derdemezis, D. Ioannou, A. Papadopoulos), tandis qu'ils déclinent dans la Konitsa du sud-ouest (K. Frontzos), dans le Zaghori occidental (K. Palios) et dans une partie du Malakassi (E. Averof, cand. mineurs). Les fiefs «pluralistes» se maintiennent dans la plaine du sud-ouest de Jannina, dans le Zaghori oriental et dans une partie des villages alentour de Parakalamos et du Poghoni; ils déclinent un peu partout ailleurs. Des passages de fiefs individuels d'un candidat à l'autre sont particulièrement fréquents dans le sud de la Dodone (où A. Loras remplace A. Derdemezis), dans l'est du Malakassi (candidats mineurs) et dans le nord de la Konitsa (N. Barkis contre K. Frontzos). Les nouveaux fiefs naissent un peu partout après 1963, conséquence de l'apparition des «seigneurs» centristes, S. Var-

38. «... De ce côté là, écrit A. Siegfried à propos de la Bretagne, l'Etat Républicain assied son pouvoir par des arguments matériels puissants, où, dans la pensée populaire, le bienfait s'unit à la force» Ouvr. cit., p. 223.

39. Cette féodalité électorale typique s'assied, comme nous l'avons déjà souligné, sur des réseaux de relations de clientèle solidement installées depuis longtemps, puisant leur efficacité dans le pouvoir en même temps matériel et symbolique du «seigneur social» et s'appuyant sur une multitude de petits notables locaux (commerçants, avocats, médecins, présidents de coopératives, etc.). A ces derniers il faut ajouter les différentes associations ou «confréries» qui rassemblent les originaires d'un même village installés dans une ville (surtout Athènes) et qui, malgré l'éloignement géographique, jouent un grand rôle dans les affaires de leur pays natal, servant de relais entre celui-ci et l'administration centrale. La solidité des fiefs ainsi créés est telle qu'ils peuvent faire partie du patrimoine familial, transmis de père en fils, d'oncle à neveu ou de beau-père à gendre.

40. Ces catégories ont été établies comme suit: les première, troisième, quatrième et sixième résultent de la comparaison entre les deux répartitions moyennes des voix recueillies par chaque candidat dans une commune au cours des scrutins de 1956, 1958 et 1961, d'une part, de ceux de 1963 et 1964 (la barre étant toujours fixée à 40% des voix), d'autre part. La deuxième et la cinquième sont définies selon que 50% au moins des voix de la commune portent ou non sur les mêmes candidats d'une période à l'autre. La septième catégorie comprend les communes qui n'entrent pas les catégories précédentes.

daloukas en premier lieu. Quant aux villages, rangés dans la catégorie de «non-fiefs», qui ont toujours manifesté une faible concentration des voix personnalisées et, en même temps, une variété de préférences d'un scrutin à l'autre, ils sont situés surtout à l'ouest de la Dodone et dans le Poghoni, ainsi que dans le sud-est de Jannina.

c) Fidélité, force électorale des partis et situation socio-démographique des communes

Le critère de la concentration locale du vote «personnalisé» se révélant, comme il a été dit plus haut, insuffisant pour identifier les relations de clientèle dans toute leur ampleur, nous avons tenté, à partir d'un autre critère, celui de la fidélité électorale, de construire un indicateur du comportement électoral communal qui prendrait en compte aussi bien les communes-fiefs attachées à la personne d'un seul candidat, que les communes-fiefs qui partagent cet attachement entre plusieurs candidats. Le score de fidélité personnelle que nous avons établi à cette fin (exprimant la part des voix communales qui portent sur les mêmes candidats tout au long de la période étudiée[31]) peut être utilement mis en rapport avec, d'une part, les fluctuations de la force électorale des partis d'une commune à l'autre, d'autre part, nos variables socio-démographiques.

L'Annexe II présente une série de diagrammes de dispersion qui mettent en corrélation le pourcentage des voix obtenues lors de chaque scrutin par les partis ou les coalitions en lice avec le score de fidélité des communes. L'évolution du coefficient de corrélation entre 1956 et 1964 apparaît dans le tableau suivant (Voir tableau IV):

Les corrélations positives assez fortes de l'ERE contrastent avec les corrélations négatives ou presque des autres formations tout en mettant en relief la spécificité sociologique de l'électorat de la gauche par rapport aux autres formations: l'EDA recrute constamment la plus grande partie de ses électeurs dans des communes dépourvues d'attaches personnelles. Les diagrammes de dispersion, après avoir manifesté l'absence de toute relation significative entre 1958 et 1961 pour le Centre, semblent indiquer qu'à partir de 1963 son électorat s'aligne sur celui de la gauche. Il est probable que cette indication est faussée du fait que notre score ne tient compte que de la fidélité constatée au cours de trois scrutins au moins, ce qui exclut les candidats centristes qui font leur apparition en 1963. Comme nous avons vu, ces candidats s'imposent aussitôt en «nouveaux seigneurs», il est donc permis de penser que si les données d'une troisième consultation après 1963 entraient dans ces calculs, la corrélation en question aurait toute chance d'être positive. Quant à l'ERE, l'amélioration de son coefficient de corrélation en 1963 et 1964 par rapport aux scrutins antérieurs, prouve une «féodalisation» croissante de son électorat, ce qui semble contredire les tendances à l'affaiblissement de l'emprise locale de ce parti que nous avons constatées dans le chapitre qui précède. La contradiction n'est qu'apparente, car dispersion ne signifie pas nécessairement «défeodalisation». Tout semble indiquer, au contraire, que ce que la droite perd en concentration elle le gagne en fidélité, son recul électoral se traduisant, avant tout, par la disparition de fiefs individuels instables et son repliement sur le «noyau dur» des fiefs individuels évoqué précédemment, ainsi que sur les fiefs «pluralistes».

La carte n° 7, montre que le score de fidélité répartit les communes en zones plus ou moins compactes (voir aussi Annexe I): le nord de la Konitsa, le Metsovo avec ses villages avoisinants du sud et du Zaghori oriental, ainsi que le sud de la Dodone, présentent des scores élevés. Par contre, toute la zone autour de l'axe hypothétique nord-ouest/sud-est qui sépare le département en deux (Poghoni, Zaghori ouest, Kourenta-Tsarkovista du nord, villages de Jannina, Malakassi sud), ont des scores plutôt bas ou très bas.

Ya-t-il une relation entre score de fidélité et caractéristiques socio-démographiques des communes, autrement dit les relations de clientèle que cette variable est supposée exprimer, sont-elles influencées, et dans quelle mesure, par le comportement des variables indépendantes, tenues pour indicateurs de la sociabilité villageoise? Une confrontation des cartes n° 7, d'une part, et n^{os} 2, 3, 4 et 5 d'autre part, suggère l'existence de quelques associations singificatives, que les tableaux de contingence présentés ci-dessous précisent davantage (voir tableaux V à X): les valeurs de la variable dépendante ont été regroupées en trois classes, les autres variables sont dichotomiques à l'exception de celles por-

41. Le score de fidélité exprime la somme des pourcentages des voix que chaque candidat a recueillies en moyenne dans une commune lors de ces cinq consultations électorales. Les candidats qui sont pris en considération pour ce calcul doivent recueillir plus de 10% des voix communales exprimées, au cours de trois scrutins au moins, consécutifs ou non.

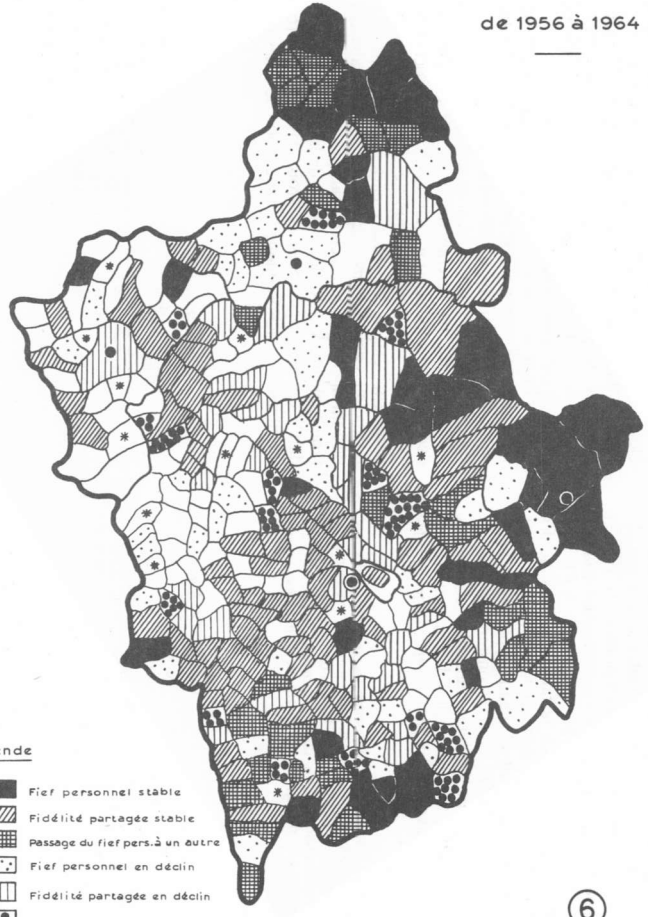
TABLEAU IV. *Force électorale en fonction du score de fidélité*

1956		1958		1961		1963		1964	
Partis	R	Partis	R	Partis	R	Partis	R	Partis	R
ERE	0.36	ERE	0.23	ERE	0.19	ERE	0.41	ERE/K.Pr.	0.40
DE	−0.33	KF	0.07	EK/K.Pr.	−0.06	EK	−0.32	EK	−0.26
		EDA	−0.30	EDA	−0.25	EDA	−0.29	EDA	−0.27

FIEFS ELECTORAUX

EVOLUTION DES FIEFS ELECTORAUX

de 1956 à 1964



Légende

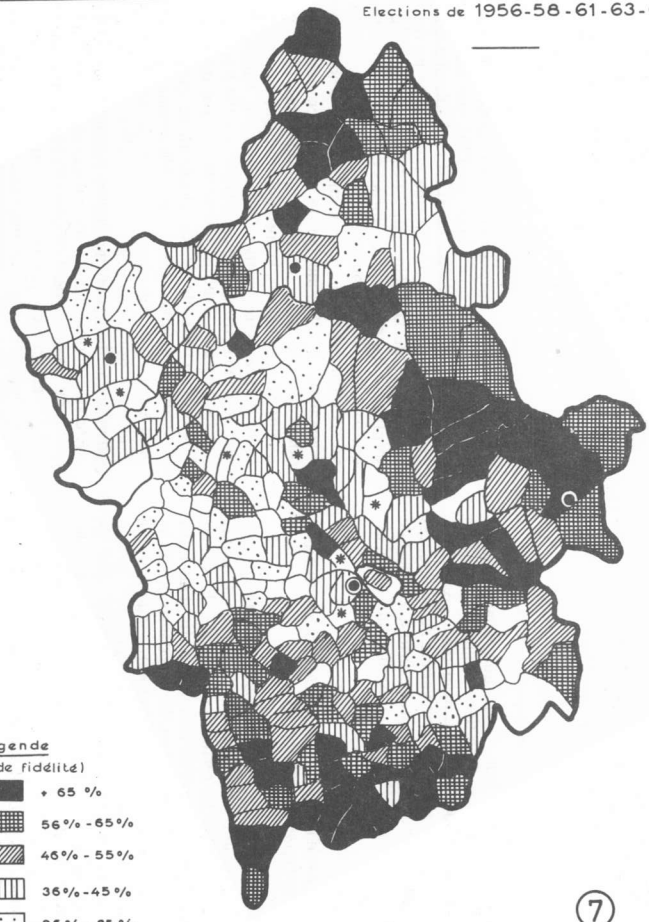
1 Fief personnel stable
2 Fidélité partagée stable
3 Passage du fief pers.à un autre
4 Fief personnel en déclin
5 Fidélité partagée en déclin
6 Naissance d'un fief
7 Non fief
* manque de données

⑥

FIEFS ELECTORAUX

FIDELITE GLOBALE A UN OU PLUSIEURS CANDIDATS

Elections de 1956-58-61-63-64



Légende
(score de fidélité)

1 + 65 %
2 56 % - 65 %
3 46 % - 55 %
4 36 % - 45 %
5 26 % - 35 %
6 - 25 %
* manque de données

⑦

tant sur la taille et sur l'altitude qui ont été regroupées en trois classes pour rendre compte de la spécificité du comportement de très petites communes ainsi que de celui des communes montagnardes par rapport aux communes semi-montagnardes. Les résultats des croisements sont donnés en pourcentages qui se rapportent aux effectifs figurant entre parenthèses en bas de chaque colonne.

TABLEAU V. *Taille de la Commune*
(Nombre d'habitants)

Score de fidélité	a (− 200 hab.)	b (200-500 hab.)	c (+ 500 hab.)	
1 (+ 55 %)	18 %	32 %	34 %	
2 (36-54 %)	35 %	40 %	44 %	
3 (− 35 %)	47 %	28 %	22 %	
Eff.	(86)	(151)	(68)	(T. 305)

TABLEAU VI. *Structure l'âges*
(% de jeunes de—14 ans

Score de fidélité	a (+ 30 %)	b (− 29 %)	
1 (+ 55 %)	37 %	19 %	
2 (36-54 %)	42 %	32 %	
3 (− 35 %)	21 %	48 %	
Eff.	(172)	(137)	(T. 309)

TABLEAU VII. *Rapport hommes/femmes*
(% des femmes)

Score de fidélité	a (+ 56 %)	b (− 55 %)	
1 (+ 55 %)	27 %	31 %	
2 (36-54 %)	36 %	43 %	
3 (− 35 %)	37 %	26 %	
Eff.	(156)	(150)	(T. 306)

TABLEAU VIII. *Analphabétisme Général*
(% sur le total de la popl.

Score de fidélité	a (+ 22 %)	b (− 21 %)	
1 (+ 55 %)	27 %	30 %	
2 (36-54 %)	40 %	40 %	
3 (− 35 %)	33 %	30 %	
Eff.	(164)	(141)	(T. 305)

TABLEAU IX. *Analphabétisme des jeunes*
(% sur la pop. de—44 ans)

Score de fidélité	a (+ 10 %)	b (− 9 %)	
1 (+ 55 %)	30 %	27 %	
2 (36-54 %)	39 %	37 %	
3 (− 35 %)	30 %	35 %	
Eff.	(127)	(182)	(T. 309)

TABLEAU X. *Altitude*
(Communes mont., semi-mont. et de plaine)

Score de fidélité	a (+ 800 m)	b (600 à 800 m)	c (− 600 m)	
1 (+ 55 %)	33 %	24 %	28 %	
2 (36-54 %)	47 %	35 %	38 %	
3 (− 35 %)	20 %	41 %	34 %	
Eff.	(97)	(87)	(121)	(T. 305)

Ces tableaux mettent en évidence une sensibilité particulière de la variable fidélité face à trois variables: taille de la commune, structure d'âges et altitude. En ce qui concerne la taille de la commune (tableau V), on observe que les écarts des valeurs entre les colonnes sont assez significatifs (− 14 et − 2, soit écart total entre valeurs extrêmes − 16 pour la classe 1 du score de fidélité et + 19 et + 6, soit au total + 25, pour la classe 3 du score de fidélité) et ces écarts s'ordonnent de manière symétrique, allant des communes les plus

petites aux plus grandes. Les communes de moins de 200 hab. se détachent nettement des autres par la place peu importante qu'elles semblent accorder aux relations de clientèle. Encore plus considérables sont les écarts relatifs à la structure d'âges (tableau VI): + 18 pour la classe 1 et − 26 pour la classe 3 du score de fidélité, ce qui illustre la prépondérance des relations de clientèle dans des communes à population jeune et dynamique. Pour ce qui est de la variable altitude (tableau X), les écarts, par la manière dont ils s'ordonnent, montrent que les villages montagnards sont les plus favorablement disposés face à ces relations (écart total + 9 pour la classe 1 et − 21 pour la classe 3) suivis par les villages de plaine (écart + 5 pour la classe 1 et − 14 pour la classe 3), tandis que les villages semi-montagnards tiennent la dernière place (écart + 4 pour la classe 1 et − 7 pour la classe 3).

Ces associations sont partiellement en désaccord avec les associations qu'on observe par ailleurs entre chacune de ces trois variables et les deux autres dont il a été question dans la partie III de cet article: si la taille de la commune et la structure d'âges sont positivement associées entre elles (situation démographique équilibrée des grandes communes), l'association de chacune d'elles avec l'altitude est négative (très forte proportion de petites communes et de communes à population vieillie parmi les communes de montagne), ce qui, à première vue, contredit les effets univoques de ces trois variables sur la fidélité. Nous verrons comment ce phénomène, fréquent quand on a affaire à un jeu complexe entre variables, doit être interprété dans l'analyse multivariée que nous entreprenons ci-dessous.

Par contre, les variables rapport hommes/femmes, analphabétisme général et analphabétisme jeunes, paraissent ne pas entretenir de relations significatives avec la variable fidélité. Une légère tendance à la non-fidélité électorale des communes à majorité féminine (voir tableau VII), est toutefois perceptible (écarts − 4 et + 11)[42] Quant au comportement des deux autres variables (voir tableaux VIII et IX), l'absence apparente de toute association significative avec la variable dépendante ne doit pas faire illusion quant à l'importance de leurs effets réels: comme nous l'avons vu, l'analphabétisme est beaucoup moins répandu dans les communes de montagne et dans celles à population vieillie, que dans le reste des unités communales du département; or, les tableaux ci-dessus montrent que les variables altitude et structure d'âges ont sur la fidélité des effets probants mais opposés (importance des relations de clientèle dans les communes montagnardes, faiblesse de ces relations dans les communes à population vieillie), ce qui, dans les tableaux VIII et IX, se traduit par une absence des toute relation puisque les deux tendances s'annulent mutuellement. L'emploi, d'abord successif puis simultané des ces deux variables comme «variables-tests», modifie la relation primitivement observée entre analphabétisme et fidélité électorale et montre l'existence d'un effet nuancé de la première sur la seconde.

V. Essai de typologie socio-électorale

L'analyse multivariée nous fournit la possibilité de tester la fiabilité du score de fidélité électorale en tant qu'indicateur des relations de clientèle, elle nous permet aussi d'avancer certaines hypothèses destinées à interpréter le jeu des relations complexes entre les variables, et de proposer une typologie des espaces socioélectoraux du département, en liaison avec notre problématique de départ. Cette méthode, malgré les délicats problèmes d'interprétation qu'elle pose dans l'étude des relations causales,[43] semble constituer le chemin le plus sûr et, relativement, le plus simple pour une compréhension globale du phénomène, vu l'état actuel de nos connaissances sur la question et la nature de notre matériau.

Parmi les six variables dont les relations primitives avec la variable dépendante ont été analysées ci-dessus, nous en avons retenu trois, une variable démographique (la structure d'âge), une variable géographique (l'altitude) et une variable culturelle (l'analphabétisme des jeunes)[44] que nous avons soumises à des tris croisés multiples. L'introduction successive des variables altitude et structure d'âges, comme variables «intermédiaires» dans les croisements donnés par les tableaux IX et X, modifie considérablement leurs résultats et répond aux questions soulevées par le comportement des variables indépendantes dans la relation

42. L'observation monographique (Greveniti 1961) a, en effet, révélé que le groupe de «gauche» le plus actif du village, était composé par les «femmes seules». Il s'agissait de femmes en majorité veuves de guerre ou de femmes dont le mari ou le père avaient quitté le village à la suite de la guerre civile. L'indépendance totale de cette partie de la population villageoise par rapport à l'appareil administratif, explique l'impuissance des relations de clientèle à influencer son comportement électoral. Si l'on disposait de données chiffrées nous permettant de faire la part entre émigration forcée des années 1947-1952 et le reste de l'exode rural jusqu'en 1961 dans l'ensemble du département, l'introduction de cette «variable-test», dans la relation primitive du tableau VII, aurait probablement modifié cette dernière en renforçant l' association + femmes/-fidélité pour ce qui est des villages qui ont connu une émigration forcée importante.

43. Ces problèmes, ainsi que ceux qui portent sur les opérations typologiques, sont traités dans deux ouvrages fondamentaux publiés sous la direction de R. Boudon et P. Lazarsfeld: *L'analyse empirique de la causalité*, Pars-The Hague, Mouton, 1966 et *Le vocabulaire des Sciences Sociales*, chez le même éditeur, 1965.

44. Les trois variables éliminées de cette analyse sont le rapport hommes/femmes, la taille de la commune et l'analphabétisme général: la première l'a été en raison de la faiblesse de son impact sur la variable dépendante et de l'impossibilité objective d'avoir recours à des données statistiques qui, d'après nos hypothèses, auraient des chances de renforcer cet impact pour certaines catégories de villages; la deuxième, parce qu'étant très étroitement associée à la variable structure d'âges, elle peut être considérée comme interchangeable avec cette dernière; quant à la troisième, associée très étroitement à la variable analphabétisme des jeunes, elle a été éliminée au profit de cette dernière, plus apte à mesurer l'ouverture des villages à la scolarisation au cours des dernières décennies.

primitive. Le tableau XI expose les effets de l'altitude sur la relation entre analphabétisme des jeunes et fidélité:

TABLEAU XI. *Fidélité électorale en fonction de l'analphabétisme des jeunes et de l'altitude*

	Communes montagnardes 33 %		Communes semi-mont. et de plaine 27%	
	Analphabétisme élevé	Analphabétisme bas	Analphabétisme élevé	Analphabétisme bas
Fidélité I (+ 55 %)	29 %	34 %	31 %	23 %
Effectifs	(31)	(67)	(96)	(115)
				(T. 309)

On observe que la relation nulle du tableau IX, devient relativement significative après la séparation des communes en communes montagnardes et communes semi-montagnardes et de plaine: négative pour les premières (écart − 5), positive pour les secondes (écart + 8). Autrement dit, un taux élevé d'analphabétisme a tendance à affaiblir les relations de clientèle dans les villages de montagne où ces dernières tiennent une place importante (33 %) et à les renforcer dans les villages de semi-montagne et de plaine où, par contre, elles reculent (27%). Cet effet d'interaction typique montre que l'influence des deux variables sur la fidélité est corrélative, l'impact de la première dépendant de celui de la seconde et réciproquement. Le résultat doit d'autant plus retenir l'attention que l'emploi de la structure d'âges comme «variable-test» dans la même relation n'a guère d'effet sur elle (voir tableau XII).

TABLEAU XII. *Fidélité électorale en fonction de l'analphabétisme des jeunes et de la structure d'âges*

	Vitalité démographique 37 %		Déséquilibre démographique 19 %		
	Analphabétisme élevé	Analphabétisme bas	Analphabétisme élevé	Analphabétisme bas	
Fidélité I (+ 55 %)	37 %	36 %	18 %	19 %	
Effectifs	(84)	(88)	(43)	(94)	(T.309)

La relation observée dans le tableau initial (IX) demeure toujours nulle, la situation démographique, elle-même très étroitement liée à la fidélité (37 % contre 19 %), n'a aucun effet sur elle contrairement à ce qui se passe avec la situation géographique des communes. Ces deux variables, la variable démographique et la variable géographique, semblent avoir sur la fidélité des effets plutôt indépendants. Dans le tableau XIII, on constate que la relation liant altitude et fidélité du tableau X, subit une transformation notable après l'intervention de la variable démographique:

TABLEAU XIII. *Fidélité électorale en fonction de l'altitude et de la structure d'âges*

	Vitalité démographique 37 %		Déséquilibre démographique 39 %		
	Communes montagn.	Comm. S.-M. et de plaine	Communes montagn.	Comm. S-M. et de plaine	
Fidélité I (+ 55 %)	37 %	36 %	28 %	14 %	
Effectifs	(48)	(124)	(50)	(87)	(T. 309)

L'écart initial disparaît du côté gauche du tableau mais il se renforce considérablement du côté droit (+ 15), ce qui signifie que le facteur géographique ne joue sur la fidélité que dans des conditions de déséquilibre démographique. En réalité, les deux variables étant fortement associées (la plupart des communes de montagne sont, comme nous l'avons vu, en déséquilibre démograhique), elles conservent chacune une influence propre sur la variable dépendante.

Si l'on observe maintenant le jeu simultané des trois variables explicatives, prises dans l'ordre de l'importance de leurs effets sur la variable à expliquer (voir tableau XIV), on constate que ces effets tantôt se renversent, tantôt se modulent et tantôt cumulent en définissant des types sociologiques appropriés (les effectifs sur lesquels portent les pourcentages figurent toujours entre parenthèses).

On peut tenter d'interpréter le tableau XIV a l'aide de trois approximations typologiques successives:

- La première établit une dichotomie fondamentale entre communes à population jeune et dynamique, et communes à population vieillie, dichotomie dont les effets sur les relations de clientèle paraissent déterminants (écart − 18). Une hypothèse plausible pour expliquer ce phénomène est que l'exode rural qui conduit les communes du second type au déséquilibre démographique, provoque, en même temps, le départ massif des élites locales, ce qui désarticule le système traditionnel des dépendances interpersonnelles. Si l'on accepte le principe que le notable-intermédiaire local est le personnage central de ce système, on comprend l'importance décisive, pour qu'il puisse assurer son rôle, du maintien d'un seuil minimal de sociabilité villageoise.
- La deuxième approximation typologique partage en quatre ces deux grands ensembles, en faisant intervenir la position géographique des communes: villages montagnards, et villages semi-montagnards et de plaine à démographie dynamique, villages montagnards, et

TABLEAU XIV. *Fidélité électorale en fonction de l'analphabétisme des jeunes, de l'altitude et de la structure d'âges*

	Vitalité démographique 37 % (172)				Déséquilibre démographique 19 % (137)				
Fidélité I	Comm. montagn. 37 % (48)		Comm. s.-m. et de pl. 36. % (124)		Comm. Montagn. 28 % (50)		Comm. s.-m. et de pl. pl. 14 % (87)		
(+ 55 %)	Analph. El. 37 % (19)	Analph. Bas 38 % (29)	Analph. El. 37 % (65)	Analph. Bas. 35 % (59)	Analph. El. 16% (12)	Analph. Bas. 31% (38)	Analph. El. 19% (31)	Analph. Bas 10 % (56)	(T. 309)
Types	7	8	6	5	2	4	3	1	

villages semi-montagnards et de plaine sombrant dans le marasme démographique. Les effets des deux variables sur la fidélité cumulent: les communes semi-montagnardes et de plaine affaiblissent l'emprise des relations de clientèle, les communes montagnardes les renforcent et cet impact, s'il est timidement exprimé dans le cas des villages «jeunes», devient considérable pour l'ensemble des villages «vieillis» (le taux de cette dernière catégorie baisse de 19% à 14% pour les communes semi-montagnardes et de plaine, tandis qui'il monte à 28% pour les communes de montagne). Cette prédilection de la montagne pour la fidélité électorale pourrait être interprétée comme le résultat de son isolement géographique et socio-économique qui (contrairement à ce qui se passe dans la plaine, ouverte à une multitude d'influences qui font d'elle le terrain privilégie de conflit entre forces sociales opposées) conduit les villages à se replier sur eux-mêmes et à chercher appui auprès d'un puissant protecteur extérieur, capable de garantir leur survie. Le souvenir des anciennes traditions communautaires et des privilèges des villages koutsovalaques, ainsi que les luttes actuelles pour le maintien du contrôle communal sur les riches forêts de la région[45] ne sont évidemment pas des éléments étrangers à l'attachement de la montagne aux relations de clientèle, attachement si fort qui'il arrive même à neutraliser et à renverser les tendances oposées exprimées par l'effondrement démographique.

● La trosième approximation typologique, enfin, répartit nos communes en huit types consécutifs à l'intervention simultanée des variables démographique, géographique et culturelle. Comme nous l'avons déjà remarqué, le comportement de cette dernière variable par rapport à la fidélité électorale est contradictoire selon qu'il s'agit des villages montagnards ou des villages semi-montagnards et de plaine, cela indépendamment de leur situation démographique: un taux bas d'analphabétisme renforce encore l'emprise des relations de clientèle dans les villages de la montagne (pour les villages «jeunes» le pourcentage monte de 37% à 38%, pour les villages «vieillis» de 28% à 31%—types 8 et 4) et les affaiblit dans la plaine (les taux baissent de 36%, à 35% pour les villages «jeunes» et de 14 % à 10 % pour les villages «vieillis»—types 5 et 1); un taux élevé d'analphabétisme n'augmente pas ou affaiblit considérablement ces relations dans la montagne (de 37% à 37% pour les villages «jeunes», de 28% à 16% pour les villages «vieillis»—types 7 et 2), tandis qu'il les renforce dans la plaine (de 36% à 37% pour les «jeunes» villages et de 14% à 19% pour les villages «vieillis»—types 6 et 3).

La tradition culturelle des villages montagnards ainsi que la récente ouverture à la scolarisation des villages de plaine, fournissent une explication vraisemblablé de ce comportement: le taux bas d'analphabétisme constitue pour les premiers un obstacle sérieux à la dislocation de leurs structures communautaires, car il témoigne d'une certaine capacité au renouvellement des élites locales et d'un maintien des traditions; on pourrait même soutenir que les analphabètes, bien rares dans ces villages et constituant des éléments non intégrés de la société locale seraient les premiers à subir l'attrait de l'exode rural et à quitter le village ce qui renforce la cohésion interne de ce dernier. Pour les villages semi-montagnards et de plaine dépourvus d'une telle tradition, ce même facteur doit être interprété, par contre, comme un acquis des nouvelles générations qui accompagne et facilite leur intégration à la société globale, intégration génératrice de nouvelles tensions sociales mettant à l'épreuve les rapports traditionnels de la société villageoise.

Parmi les huit types, deux (1 et 8) constituent pour

TABLEAU XV. *Communes*

Attributs socio-démographiques	Score fidélité I (+ 55 %)
0. Vitalité démographique	37 % (172)
1. Déséquilibre démographique	19 % (137)
2. Dés. dém. + comm. s.–m. et de plaine	14 % (87)
3. Dés. dém. + comm. s.–m. et de plaine + Analph. bas (Type 1)	10 % (56)

45. Ces forêts représentent la principale, sinon l'unique, source des recettes communales dans la montagne et font vivre un nombre important des familles de bûcherons organisés en coopératives forestières. Des rumeurs qui se répandaient de temps à autre au début des années 60, sur une éventuelle transformation de ces forêts en réserves naturelles, semaient l'émoi dans toute la région et faisaient l'objet des discussions animées entre villageois et candidats en période électorale.

ainsi dire des types idéaux de l'absence ou de la présence des relations de clientèle dans une commune. Si l'on considère nos trois variables indépendantes comme autant d'attributs socio-démographiques caractérisant les villages, on observe un effet de cumul, que les tableaux ci-dessous mettent en évidence (voir tableaux XV et XVI).

TABLEAU XVI. *Communes*

Attributs socio-démographiques	Score fidélité 1 (+ 55 %)
0. Déséquilibre démographique	19 % (137)
1. Vitalité démographique	37 % (172)
2. Vit. dém. + comm. montagnardes	37 % (48)
3. Vit. dém. + comm. mont. + Analph. bas (Type 8)	38 % (29)

Ces résultats paraissent de nature à valider l'hypothèse d'une relation étroite entre comportement électoral et situation socio-démographique des communes: en effet, plus ces dernières présentent les caractéristiques du type 1, plus elles ont tendance à se détacher des relations de clientèle, et à l'inverse, plus elles présentent les caractéristiques du type 8, plus elles s'en rapprochent.

On peut imaginer la disposition des huit types sur un «continuum de fidélité électorale», les deux extrémités duquel seraient occupées par les types 1 et 8. Nous les passons rapidement en revue, ainsi que les principaux points de leur localisation géographique (comparer cartes[nos] 2,4,5 et 7):

1. Le premier type subit les effets cumulés de la dislocation des structures villageoises traditionnelles et de l'ouverture à la société globale, sollicitée par l'accès facile à la ville, les activités agricoles et un niveau élevé de scolarisation. Il s'agit surtout de communes du sud du Poghoni, et de l'ouest et nord-ouest de Jannina (10 % des communes seulement sur l'ensemble des communes dont le score de fidélité dépasse 55 %).
2. Le deuxième type est aussi tributaire du déséquilibre démographique mais les effets de ce dernier sont atténués par l'isolement géographique et le repli sur une économie largement de subsistance. Ce type est illustré par quelques villages du Zaghori du nord-ouest, du nord-est et du sud (16 %).
3. Le troisième type accumule des attributs démographiques et géographiques favorables à la nonfidélité électorale, mais un taux élevé d'analphabétisme semble faire obstacle aux influences extérieures. La plupart des villages de plaine du Poghoni du nord-est et quelques villages du nord-ouest des Kourenta-Tsarkovista, font partie de ce type (19%).
4. L'impact du vieillissement démographique sur le quatrième type est contrecarré par les effets des deux autres attributs favorables aux relations de clientèle: repli sur soi et tradition culturelle permettant le renouvellement des élites électorales. Ce type comprend les villages du Zaghori central et oriental, quelques communes du centre de la Konitsa, ainsi que les villages montagnards du Poghoni nord (31%).
5. Le type cinq nous fournit un cas symétriquement opposé au précédent: vitalité démographique avantageant fortement la fidélité électorale, mais atténuation de ses effets consécutive à l'ouverture vers l'extérieur des communes scolarisées de la plaine. Font partie de ce type les villages du sud-ouest de la Konitsa ainsi que les villages du nord-ouest et du sud de Jannina (35%).
6. Le sixième type se rapproche du précédent quant aux effets contradictoires des variables démographique et géographique (vitalité et ouverture), toutefois un taux d'analphabétisme élevé neutralise l'influence des forces extérieures: toute la partie sud-ouest et sud du département ainsi que quelques villages du Poghoni-est, appartiennent à ce cas (37%).
7. Le maintien des structures traditionnelles et le repli sur soi des communes montagnardes démographiquement dynamiques cumulent leurs effets dans le type sept, bien que l'absence ici d'une tradition culturelle semble empêcher ces effets à jouer à plein. Ce type est représenté par les villages situés au sud de la bourgade de Metsovo, ainsi que par un groupe de villages au nord-est de la Konitsa et un autre au nord de Jannina (37%).
8. Enfin, le huitième type réunit l'ensemble des attributs qui favorisent les relations de clientèle: maintien des structures, isolement géographique, tradition culturelle. Sont compris dans ce type les villages du Metsovo-nord, quelques communes éparpillées dans la Konitsa et un petit îlot des villages montagnards du sud du Malakassi (38%).

Cette rapide description des types socio-électoraux du département, construits à partir des données statistiques, rejoint notre problématique théorique de départ pour ce qui est des trois logiques différentes selon lesquelles la communauté villageoise peut répondre aux contraintes de pénétration extérieure. En effet, tout semble indiquer que les communes appartenant aux types 4,7 et 8 suivent le troisième des modes de réaction signalés dans notre introduction (repli sur soi et résistance des structures traditionnelles), celles appartenant aux types 5 et 6, le premier mode (pénétration inégale et encore insuffisante des rapports du marché), et celles appartenant aux types 1,2 et 3, le deuxième (effacement matériel et désarticulation de la sociabilité traditionnelle).

Remarques finales

Au cours de cet article nous avons tenté d'étudier le comportement électoral dans un département rural de

Grèce, à l'aide, d'une part, de certaines hypothèses liées à une conception globale du «fait paysan» en tant qu'expression par excellence d'un rapport politique matérialisé dans les relations de clientèle, d'autre part, d'une démarche méthodologique située en dehors des sentiers battus de la sociologie électorale et cherchant à analyser non pas le vote partisan ou encore le vote personnel pour lui-même, mais les dépendances inter-individuelles cachées dont celui-ci n'est que la manifestation apparente; dépendances qui sont propres aux rapports sociaux dominants dans la campagne grecque et qui, agissant dans le seul cadre sociologiquement pertinent pour leur examen, celui de la communauté villageoise, illustrent une des formes que prend de nos jours la «politisation» paysanne.

L'analyse quantitative a mis en lumière la place centrale que tiennent les relations de clientèle dans le choix électoral et leur rapport étroit avec certains aspects de la sociabilité villageoise. Nous croyons avoir démontré aussi que ce rapport impliquait une évolution commune des unes et des autres, la dégradation de la seconde entraînant une désarticulation parallèle des premières.

Cela dit, on peut se poser la question de la fidélité des indicateus choisis pour mesurer les relations de clientèle, ainsi que de la pertinance de la démarche typologique: les inconvénients de l'indice de l'implantation locale ont été suffisamment soulignés pour qu'il n'y ait pas lieu d'y revenir. Cependant, s'il est vrai que les fiefs électoraux révélés par cet indice peuvent être, parfois, circonstantiels et éphémères (contredisant ainsi le principe même qui fonde les relations en question), il est en revanche incontestable que voter «d'une seule voix» constitue pour une commune un comportement lourd de signification: les raisons pour lesquelles un village peut voter «μονοκούκι» une première fois, disperser ses voix une seconde, les rassembler de nouveau sur la personne d'un candidat différent une troisième etc., loin de prouver une fragilité inhérente des relations de clientèle, peuvent témoigner, au contraire, de stratégies politiques diversifiées mises chaque fois au point par un patronat local particulièrement puissant. Complété par l'étude de la distribution spatiale et de l'évolution dans le temps des fiefs électoraux, cet indice acquiert un degré de fidélité remarquable. Quant à l'opération typologique tentée à l'aide du score de fidélité électorale, il faut souligner qu'elle ne prétend pas expliquer la totalité des relations étudiées, ce qui est d'ailleurs le cas pour toute typologie. Cette démarche, procédant par tâtonnement et approximations successives, implique qu'il y a toujours une partie de la relation laissée inexpliquée, l'objectif essentiel consistant à montrer les tendances générales, le sens global des associations.

L'étude, dans son ensemble, a mis en lumière quelques phénomènes électoraux et para-électoraux particulièrement saillants qui sont propres au monde rural, tel le poids écrasant de certains facteurs ou l'impact modulé de certains autres sur les relations de clientèle, le détournement, par la pratique électorale, du mode de scrutin officiellement en vigueur, le rapport entre formes de distribution spatiale des fiefs et types de relations de clientèle, les stratégies électorales différenciées des candidats gourvernementaux et des candidats de l'opposition, le dépérissement progressif des fiefs; observations qu'il serait intéressant de comparer avec les résultats d'études semblables dans d'autres régions rurales de Grèce.

Plus particulièrement, il serait utile de mettre à l'épreuve des données électorales récentes, celles qui se rapportent aux consultations qui ont eu lieu après le rétablissement en 1974 du régime parlementaire en Grèce, l'observation relative à l'affaiblissement de la féodalité électorale. Les tendances constatées entre 1956 et 1964, se sont-elles confirmées au cours des dernières années? Le dépeuplement graduel persistant de nombreux villages depuis 1961, ainsi que la pénétration de plus en plus poussée des rapports capitalistes à l'intérieur de la société villageoise, semblent plaider pour une réponse affirmative à cette question. Sur ce dernier point, l'évolution vers une atténuation de la mainmise totale exercée par l'appareil politico-administratif sur le monde paysan paraît, en effet, inéluctable: la société villageoise connaît actuellement de nouveaux conflits et de nouveaux enjeux de luttes sociales, elle est affrontée à des problèmes inédits, nés de l'insersion de l'agriculture dans le marché (prix, crédit, commercialisation, modernisation, coopération agricole), problèmes sur lesquels le pouvoir du médiateur traditionnel est quasi inexistant. La sociabilité villageoise semble décliner aussi dans les mêmes proportions ce qui annonce l'avènement progressif de luttes sociales moins morcellées et moins compartimentées, moins localisées et moins individualisées que par le passé. Mais, l'expérience montre que l'évolution ne suit pas toujours des voies aussi linéaires. Les relations de clientèle, sous la même ou sous d'autres formes, ont la vie dure, et la pratique de la recherche montre que des destructurations apparemment définitives, donnent parfois lieu à des restructurations inédites. Il n'est pas exclu,par exemple, que la réapparition, à partir de 1974, dans le département des mêmes appareils du parti de la droite et des mêmes candidats-«seigneurs» ou de leurs héritiers politiques directs, ne provoque une reconstitution des fiefs électoraux. Mais, à cette question, seule la confrontation avec les faits peut apporter une réponse.

ANNEXE I. *Les communes: score de fidélité et évolution des fiefs électoraux*[1]

Les communes[2]	Score de Fidélité	Evolution des fiefs électoraux
A - Eparchie de Dodone		
15) Avgon	52	2
16) Aghia Anastasia	71	4
17) Aghia Triada	70	4
18) Aghios Ioannis (Mikron Bisdounion)	*	7
19) Aghios Minas	71	*
20) Aetopetra	0	7
21) Aetorachi (et Lazaina)	32	7
22) Alepochorion Botsari	69	3
23) Ambeleia	44	5
24) Ambelochorion	35	2
25) Anarghiroi	28	2
26) Anatoli	60	2
27) Anatoliki	56	1
28) Anthrakitis (Kaminia Zogoriou)	*	3
29) Ano Lapsista	56	2
30) Ano Pedina	45	5
31) Ano Ravenia	41	2
32) Arachovitsa (Kephalovrisson)	0	7
33) Ardomista (Loggades)	62	4
34) Ardossis	63	*
35) Aristi (et Vetsikon ou Vikos)	34	7
36) Asvestochorion	31	2
37) Aspraggeloi (et Moni Ghennisseos Théotokou)	36	2
38) Asprochorion	47	5
39) Asphaka	56	1
40) Vaghenition	34	2
41) Vathypedon	19	3
42) Valanidia	40	2
43) Vaptistis	66	1
44) Varghiades	77	1
45) Varlaam	41	1
46) Vassilopoulon (et Kastrion ou Sioutista)	0	7
47) Vatatades	*	*
48) Vereniki	73	4
49) Vitsa (et Moni Proph. Elie)	38	5
50) Vlachatanon	12	7
51) Vovoussa	56	1
52) Vouliasta	76	3
53) Vounoplaghia	37	2
54) Vradeton	31	4
55) Vrontismeni	62	2
56) Vrossina	19	4
57) Vryssoula	35	*
58) Vryssochorion	70	2
59) Gavrissioi	36	5
60) Gherakarion (et Platania)	30	7
61) Gheroplatanos	36	5
62) Gheorganoi	55	2
63) Ghianista (Vassilikon et Mavillis ou Tziora)	47	4
64) Ghiourganista	20	7
65) Goulemi	41	3
66) Gribiani (Areti)	0	7
67) Gribovon (et Seltsana)	15	7
68) Glyziani (Katarraktis)	53	5
69) Grammenon	16	7
70) Granitsa	40	5
71) Granitsopoula	47	4
72) Grevenition (et Mon. Koim. Théotokou Voutsas)	73	2
73) Daphnophyton (Bourntarion et Sakellarikon ou Kou-troulades)	35	4
74) Kontovrakion (Daphnoula et Goulas, Kontinoi)	49	2
75) Delvinakopoulon (et Spilaion)	45	2
76) Demation	71	3
77) Derviziana	86	1
78) Despotikon	12	7
79) Dikoryphon	67	4
80) Dilophon	63	4
81) Dipotamon	15	6
82) Dovlas (et Pteri)	40	1
83) Doliani (N. Amaroussion)	49	*
84) Doliana	47	2
85) Dragomi (Paliouri)	18	7
86) Dragopsa	61	2
87) Dramessioi	47	2
88) Vaxia (Driskos)	19	7
89) Drossochorion (Klaziades)	46	2
90) Dodoni	16	7
91) Ekklissochorion	0	7
92) Elati	*	*
93) Elatochorion	65	1
94) Elaphotopos (et Elaia, Kalyvia)	46	5
95) Elaphos	69	6
96) Elezna	60	3
97) Eleoussa (Meg. Bisdounion)	65	2
98) Ellinikon (et Mon. Koim. Théo. Tsioukas)	31	7
99) Episkopikon	50	5
100) Zaloggon	42	2
101) Zaravoutsion (Ag. Nikolaos)	63	2

ANNEXE I. *Les communes: score de fidélité et évolution des fiefs électoraux*[1]

Les communes[2]	Score de Fidélité	Evolution des fiefs électoraux	Les communes	Score de Fidélité	Evolution des fiefs électoraux
102) Zitsa	57	4	152) Lighopsa	28	7
103) Zontila (Zoodochos)	16	7	153) Lithinon	12	7
104) Zotikon	60	2	154) Lippa	52	3
105) Iliokali	43	5	155) Lophiskos (Tsergiani)	16	7
106) Iliochorion	33	6	156) Mazarakion	34	2
107) Theriakission (et Palaiochorion)	56	4	157) Mazia	47	2
108) Ieromnimi	30	4	158) Makrinon	80	1
109) Kavallarion	36	6	159) Manassis	43	5
110) Kalentzion	56	6	160) Alepochorion Dodonis (Manteion)	63	2
111) Kallarites (et Mystras)	46	3	161) Manoliassa	52	2
112) Kaloutas	41	5	162) Marmara	44	2
113) Kalochorion	27	7	163) Matsoukion	57	3
114) Kalpakion	32	7	164) Mavrovounion	52	2
115) Karitsa	25	7	165) Mavronoros	37	6
116) Karyes	35	*	166) Meghali Ghotista	66	1
117) Kastanon Zaghoriou	86	1	167) Meghalo Ghardikion	28	7
118) Kastritsa	31	7	168) Meghalo Peristerion	66	2
119) Katamachi	48	5	169) Melia (et Laggiotissa)	59	6
120) Katsikas	31	7	170) Meliggoi	58	2
121) Kato Lapsista	28	2	171) Messovounion	35	7
122) Kato Pedina	28	2	172) Mikra Ghotista	55	2
123) Kato Ravenia	62	2	173) Mikro Peristerion	50	1
124) Kepessovon	22	7	174) Michalitsion	22	7
125) Kerassovon (Kerassea et Lozana)	71	2	175) Monodentrion	30	7
126) Kipoi	40	4	176) Monolithion	65	2
127) Klimatia	27	2	177) Mospina (Lyggos)	22	7
128) Kokkinochoma	37	2	178) Mouzakaioi (et Kyparissia, Charokopion)	31	7
129) Koklioi	0	7	179) Moukovina	79	3
130) Kontsika	50	2	180) Moussiotitsa	70	2
131) Kopani	44	5	181) Baoussioi	52	3
132) Kopra (Anthochorion)	62	2	182) Bafra	61	2
133) Koritiani	43	6	183) Bestia	53	2
134) Kosmira	54	2	184) Bizanion (et Koloniation)	23	7
135) Koukoulion	42	2	185) Botzaras	23	7
136) Kouklession (et Potamia)	81	3	186) Myrodaphni (Laghatora)	51	4
137) Koumaria	43	2	187) Neghades	36	5
138) Kourenta	43	5	188) Negrades (et Mon. Ghenn. Théo. Vellas)	30	7
139) Koutselion (et Ghoritsa)	38	5	189) Neokaissaria	59	4
140) Kranoula	44	2	190) Neochorion	21	6
141) Krapsi	61	2	191) Neochoropoulon	*	*
142) Krya (et Lykotrichion)	53	2	192) Nissos (Ile de Jannina)	48	2
143) Kryovryssi	43	2	193) Palaiochorion Botsari	68	4
144) Kryphovon	32	4	194) Palaiochorion Sirakou	49	5
145) Kostaniani (et Berkon)	53	2	195) Palaia Alonia	22	7
146) Laïsta	63	2	196) Papiggon	53	5
147) Laliza	*	*	197) Parakalamos	40	2
148) Leptokarya Zaghoriou	60	2			
149) Liapi (Itea)	22	3			
150) Liviachovon	87	4			
151) Liggiades	42	5			

ANNEXE I. *Les communes: score de fidélité et évolution des fiefs électoraux*[1]

Les communes[2]	Score de Fidélité	Evolution des fiefs électoraux
198) Pardalitsa	53	6
199) Pedini	47	1
200) Pendolakkos	68	3
201) Perama	48	5
202) Moulai (Perdika)	68 47	2 2
203) Perati	59	2
204) Perivleptos	57	5
205) Pesta	44	4
206) Petra	42	2
207) Petrovounion (et Kedros, Potistika)	50	2
208) Soin. Charokopou	24	6
209) Petsalion	66	4
210) Pighadia	55	2
211) Tseritsana (Platania)	57	6
212) Platanoussa (et Boukorion)	53	2
213) Plaissia Malakassiou	58	2
214) Polygyros (et Elefthero-chorion)	34	6
215) Polydoron	59	2
216) Polylophon (et Lykostani)	19	4
217) Pramanda (et Kommatakia, Tsopela, Fraxos, Christoi)	25	3
218) Prossilion	34	7
219) Protopappas	51	5
220) Ravenia	50	2
221) Radovizion (et Dichounion)	22	7
222) Raïkon	44	4
223) Raftaneoi (et Vounoria, Zalouchos, Kalogheroi, Meg. Rachi, Mylokopion, Palaiomochoustion, Pallikarion, Plaka. Preveza, Rouga, Fraxos).		
224) Repetista (et Paedonia)	32	6
225) Riachovon	57	2
226) Rizon	28	4
227) Rodotopion	43	2
228) Romanou (et Mon. Metamorph. Sotiros)	48	2
229) Senikon (et Domolessa, Toskessakion ou Mikrochorion)	59	2
230) Serviana	41	5
231) Seriziana	59	3
232) Sistrounion	55	3
233) Sitaria	35	7
234) Skamnellion	46	5
235) Sklivani	71	1
236) Soulopoulon	38	4
237) Stavrakion	42	5
238) Strounion	59	5
239) Terovon (et Rapsaioi)	80	1
240) Toskession (Achladeai et Vadistra, Lepadion, Mon. Ag. Paraskevis, Mon. Koim. Théotokou)	63	4
241) Tristenon	67	2
242) Tsepelovon	53	1
243) Flambourarion	67	2
244) Fortossion (et Kostitsion, Nistora, Pateron)	35	7
245) Fraggades	26	2
246) Foteinon (et Kournorachi)	35	*
247) Chinka (et Zorghiani)	50	5
248) Chouliarades	41	4
249) Chryssorachi	38	5
250) Psina	55	2
B - Eparchie de Konitsa		
251-52) Konitsa	44	4
253) Aghia Varvara (et Pyxaria)	50	4
254) Kerassovon (Aghia Paraskevi)	40	5
255) Sanovon (Aetopetra)	60	4
256) Aïdonochorion	41	2
257) Amarantos	53	4
258) Armata	0	7
259) Assimochorion	50	3
260) Vourbiani	25	3
261 Ghanadion	50	1
262) Ghorghopotamos	46	3
263) Ghoritsa (Kallithea)	12	7
264) Distraton	38	2
265) Eleftheron	34	7
266) Exochi (et Vranista ou Trapeza)	68	2
267) Zerma (Plaghia)	56	1
268) Iliorachi	21	3
269) Kavassila	33	4
270) Kantsikon (Drossopighi)	65	3
271) Kastanea (Kastaniani)	71	2
272) Kleidoniavista (Litoniavista ou Kleidonia et Kalyvia)	24	3

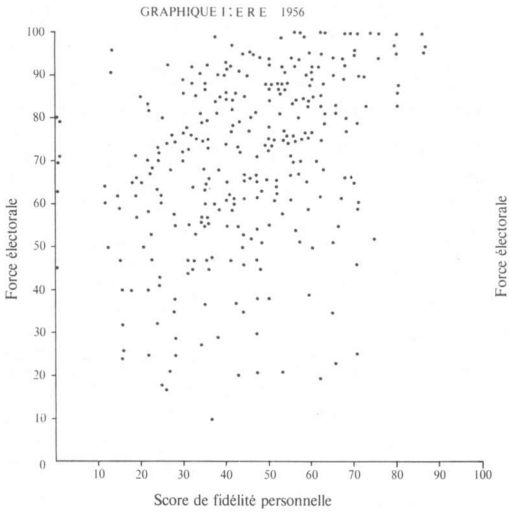
ANNEXE I. *Les communes: score de fidélité et évolution des fiefs électoraux*[1]

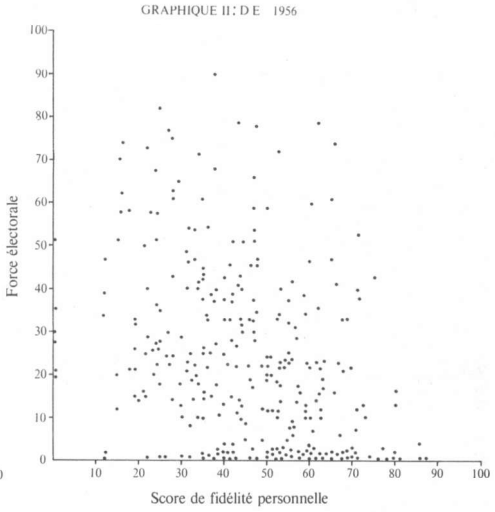
Les communes	Score de Fidélité	Evolution des fiefs électoraux	Les communes	Score de Fidélité	Evolution des fiefs électoraux
273) Laggadas	59	3	302) Valtista	36	2
274) Lykorrachi	59	1	303) Vassilikon	32	7
275) Mazion	57	4	304) Vissani	47	2
276) Melissopetra (et Kalovryssi)	54	4	305) Dimokorion (Psilokastron)	40	*
277) Molista	26	7	306) Dolon	35	4
278) Molyvdoskepaston	39	2	307) Drymades	30	7
279) Monastirion	35	3	308) Kakolakkos	25	*
280) Nikanor	18	6	309) Kastaniani (Kastani)	24	2
281) Oxya	71	1	310) Kato Meropi	19	7
282) Pades	38	3	311) Kerassovon	*	*
283) Palaiossellion	47	2	312) Kefalovrysson (Mentzitie)	53	1
284) Peklarion (Pighi)	47	4	313) Kryonerion	24	7
285) Plikation	68	1	314) Ktismata (et Nèa Katouna ou Nèochorion)	24	7
286) Pournia	62	1	315) Ladvani (et Vristovon)	24	7
287) Pyrsoghianni	75	4	316) Lachanokastron (Oraiokastron)	33	7
288) Stratsiani (Pyrgos)	74	1	317) Limni	24	7
289) Fourka	41	4	318) Mavropoulon (et Zavrochon, Chrysodouli)	54	2
290) Chionades	51	3	319) Meropi	0	7
C - Eparchie de Metsovon			320) Oreinon Xirovalton	22	7
291-92) Metsovon	80	1	321) Palaiopyrghos	35	2
293) Anilion	56	1	322) Peristerion	27	7
294) Anthochorion	53	4	323) Pontikates	15	2
295) Votonossion	59	1	324) Poghoniani	28	7
296) Milea	62	1	325) Roupsia	26	7
297) Chryssovitsa	50	4	326) Stavroskiadion	35	1
D - Eparchie de Poghonion			327) Stratinista	12	7
298) Delvinakion	39	5	328) Teriachion (et Stavrodromion)	36	4
299) Aghia Marina	12	7	329) Faraggion	*	*
300) Aghios Kosmas	37	6			
301) Arghyrochorion	0	7			

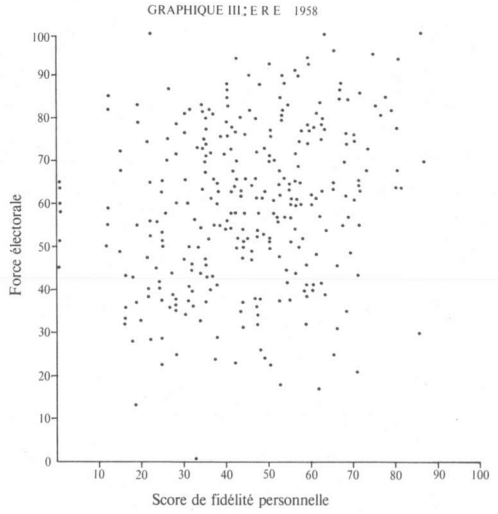
1. Se rapporter aussi aux cartes 1, 6 et 7.
2. Cette liste reproduit dans l'ordre, les sections électorales rurales en vigueur aux élections de 1956 (Publication du Ministère de l'Intérieur citée plus haut). Ces sections coïncident, à deux exceptions près (celles de Kalpakion et de S. Charocopou, villages absents des publications de l'Office Statistique) avec les unités administratives communales. En revanche, sont supprimées trois communes entièrement dépeuplées depuis de recencement de 1951: Sirakon, Aètomilitsa et Poghoniskos. Entre parenthèses sont donnés, le second nom sous lequel la commune est parfois connue, ainsi que le nom des hameaux environnants qui en font administrativement patrie. Le numérotage (qui renvoie à la Carte 1) commence à 15, les 14 sections urbaines n'étant pas prises en considération ici.

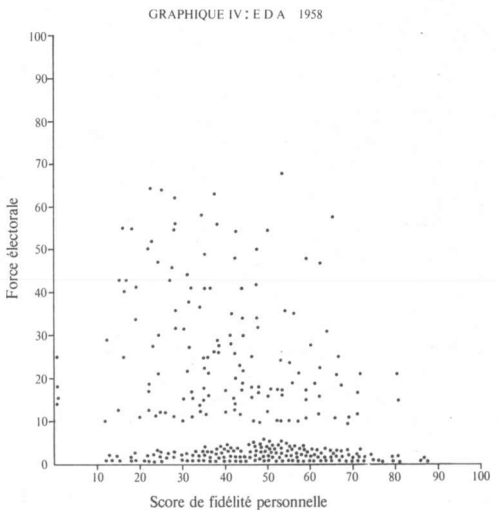
* Manque de données.

ANNEXE II. *Force électorale des partis en fonction du score de fidélité personnelle* (Diagrammes de dispersion des communes)

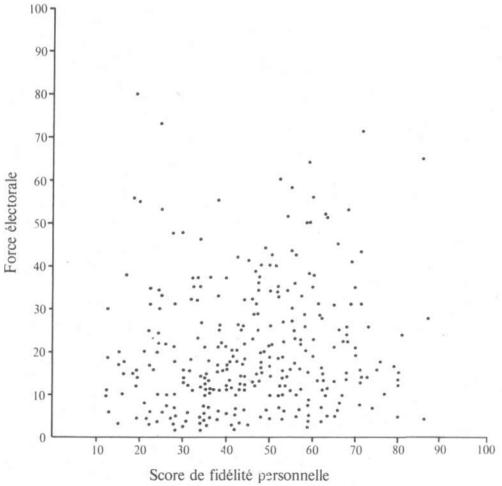




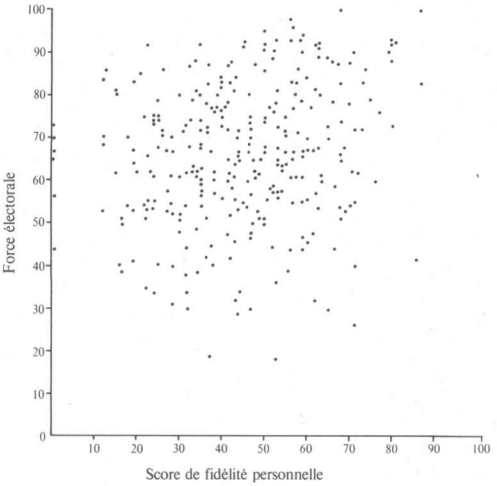




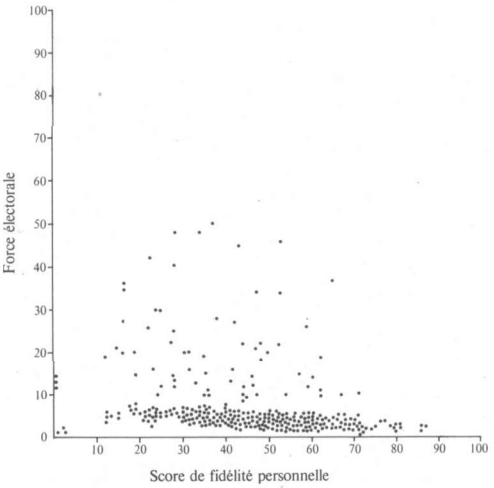
GRAPHIQUE V : K F 1958



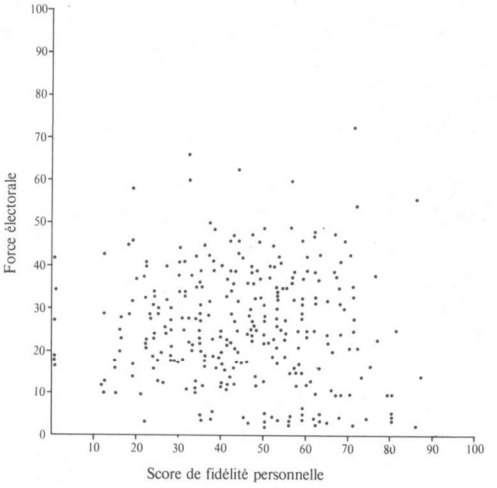
GRAPHIQUE VI : E R E 1961



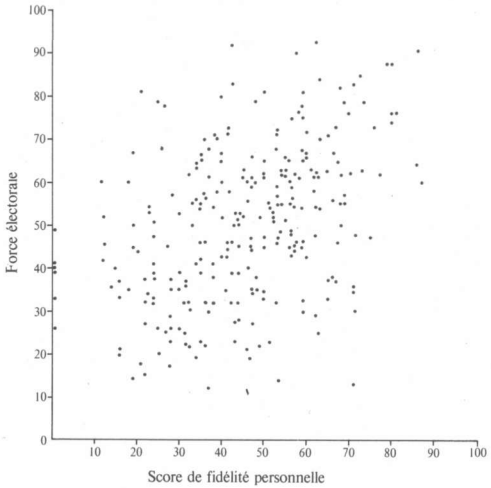
GRAPHIQUE VII : E D A 1961



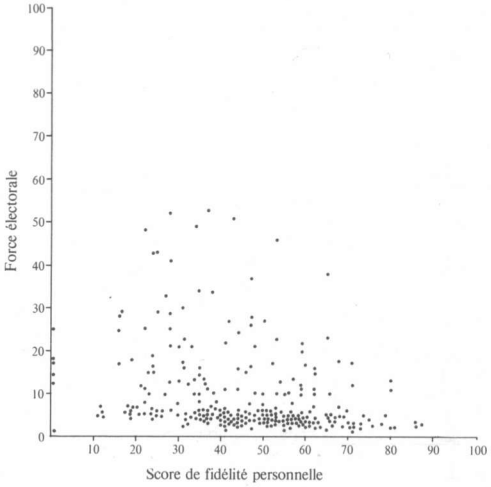
GRAPHIQUE VIII : E K 1961



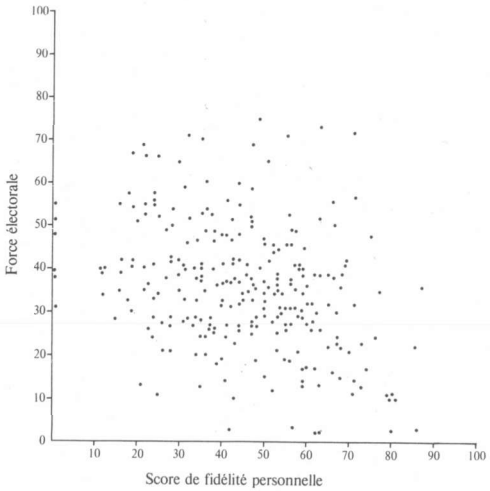
GRAPHIQUE IX : E R E 1963



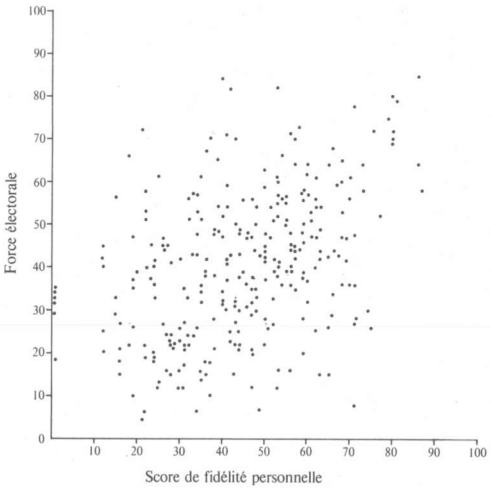
GRAPHIQUE X : E D A 1963



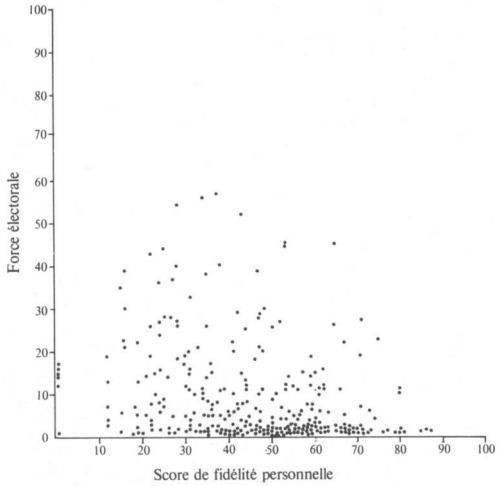
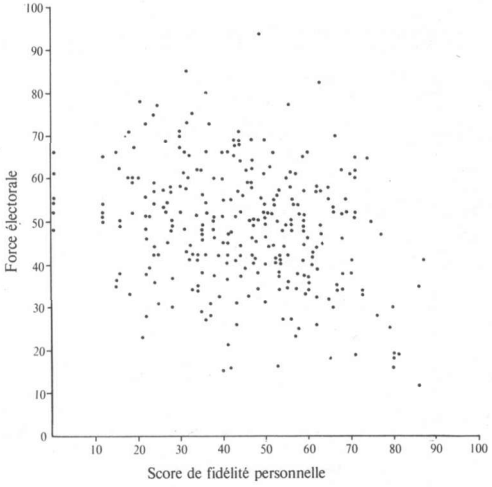
GRAPHIQUE XI : E K 1963



GRAPHIQUE XII : E R E 1964



GRAPHIQUE XIII : E D A 1964



GRAPHIQUE XIV : E K 1964